

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOÙ à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°197-18

Objet : Convention entre la CoVe et l'association ALTE pour l'animation de l'Espace Info Energie (EIE)

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°197-18

Objet : Convention entre la CoVe et l'association ALTE pour l'animation de l'Espace Info Energie (EIE)

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie,

Considérant l'intérêt pour la CoVe de soutenir l'action d'un espace info énergie et de la plateforme de rénovation sur son territoire en lien avec ses politiques énergie-climat et habitat, notamment pour accompagner et dynamiser la rénovation énergétique sur le territoire,

Vu l'avis de la commission développement durable du 29 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué au développement durable,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le projet de convention, annexé à la présente délibération, avec l'association ALTE pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2019, reconductible deux fois.

Article 2 : DE FIXER le montant annuel de la participation de la CoVe à 13 000€.

Article 3 : DE PRECISER que la dépense correspondante sera imputée sur le compte ENV – article 6574 – fonction 8301 du budget principal.

Article 4 : D'AUTORISER le président à signer tous actes afférents.

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : 13 DEC 2018

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le : 13 DEC 2018

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Convention relative à l'espace info énergie de la CoVe

entre

La communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin représentée par son président en exercice et désignée sous le terme « l'administration »

et

L'Agence Locale pour la Transition Energétique (ALTE), Association loi de 1901, dont le siège social est : impasse Marin la Meslée 84 400 Apt, représentée par Pierre Chenet, son Président, et désignée sous le terme « l'association »

Il est, préalablement à la convention objet des présentes, exposé ce qui suit

EXPOSE

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique vise à accélérer la rénovation énergétique des logements avec un objectif de :

- 500 000 rénovations par an dont au moins la moitié des logements est occupée par des ménages aux revenus modestes,
- une réduction de la réduction de la précarité énergétique de 15%

La rénovation énergétique de l'habitat constitue ainsi une des priorités du territoire pour lutter contre le réchauffement climatique, diminuer les consommations d'énergie et réduire les émissions de gaz à effet de serre, lutter contre la précarité et améliorer l'image du territoire tout en dynamisant l'économie locale.

L'espace info énergie installé sur le territoire à l'initiative de la CoVe depuis 2007, vise à renseigner de manière gratuite, neutre et objective les particuliers qui souhaitent rénover leur habitation, installer des énergies renouvelables, construire une maison performante, ou simplement savoir bien économiser l'énergie chez soi, afin de contribuer à la transition énergétique du territoire.

En 2017 la plateforme de rénovation énergétique portée conjointement par les espaces info énergie de Vaucluse a été créée. Elle a pour vocation de mettre en réseau les acteurs du bâtiment, de l'habitat, de l'immobilier et du secteur bancaire, afin d'accélérer et d'améliorer la rénovation énergétique des logements. Elle permet de toucher un plus grand nombre de ménages, notamment ceux en situation de précarité énergétique, en leur offrant un accompagnement global. L'ancienneté du parc résidentiel en Vaucluse, fortement dépendant de l'énergie électrique, et le nombre important de ménages en situation de pauvreté, augmentent les situations de précarité énergétique.

Le futur PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial) de la CoVe s'appuie donc aujourd'hui sur l'espace info énergie et sur la plateforme de rénovation énergétique pour répondre aux objectifs fixés par l'État sur la rénovation du parc de logements et pour associer les habitants.

CONVENTION

Article 1^{er} – Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à réaliser le programme d'actions dont le contenu est précisé en annexe, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Ce programme est défini conjointement entre l'association et la CoVe avant présentation aux différents partenaires financiers.

Pour sa part, la CoVe s'engage, à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 4.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019.

Elle est reconductible par deux fois, tacitement, soit jusqu'au 31 décembre 2021 au plus tard. Chacune des parties peut librement décider de ne pas reconduire la convention pour l'année suivante ; elle en informe alors l'autre partie dans un délai d'au moins deux mois. Les parties peuvent également convenir ensemble d'un terme anticipé et en règlent alors ensemble les aspects matériels et financiers.

Article 3 – Modalités d'exécution de la convention annuelle

Des annexes à la présente convention, le cas échéant à renouveler en vue de chaque reconduction, précisent :

- Les programmes d'actions ;
- Le budget prévisionnel global/an ainsi que les moyens affectés à sa réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc... ;
- Les moyens d'évaluation.

Article 4 – Montant de la subvention, objet et conditions de paiement

Pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe d'une subvention de fonctionnement qui s'établira à 13 000 euros/an.

Cette subvention permettra le financement de la location d'un bureau en centre-ville de Carpentras (rue porte de Mazan), de la prise en charge des frais de fonctionnement s'y afférant (assurance, électricité, téléphone, internet...), et d'assurer l'animation de son programme d'actions (cf programme en annexe).

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon le calendrier suivant :

- Le versement d'un acompte à la signature par les parties de la convention pour la première année, puis après le vote par la CoVe d'une subvention annuelle, pour les années suivantes, et chaque année après remise et validation du programme des animations et manifestations. Ce premier acompte représente 70% du montant voté de la subvention annuelle.
- Le solde de la subvention annuelle, soit 30%, sera versé sur la base du décompte annuel final, qui fera apparaître le montant de l'acompte versé, le montant des subventions obtenues accompagné des justificatifs. Le montant du dernier acompte sera donc le solde et sera réglé dans les deux mois après remise du bilan annuel.

Le versement de cette subvention sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 5.

La CoVe se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au crédit du compte présenté par l'association.

Article 5 – Obligations comptables

L'association s'engage :

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif – programme d'actions conforme à l'objet social de l'association – signé par le président ou toute personne habilitée, dans les trois mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} mai au plus tard de l'année suivante ;
- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits comptes annuels dans les trois mois suivants la clôture de l'exercice.

L'association, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la CoVe tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

Article 6 – Autres engagements

L'association communiquera sans délai à la CoVe la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

L'association s'engage à associer étroitement la CoVe lors de la définition du poste de l'animateur de l'EIE et aux entretiens de recrutement de la personne qui sera en charge de l'EIE sur le territoire de la CoVe.

Les publications officielles et circulaires issues de l'EIE seront visées par le président de la CoVe ou son vice-président en charge de l'environnement, et le président de l'association ALTE ou son représentant. Ainsi, une charte graphique spécifique sera créée pour l'EIE reprenant les logos du réseau des EIE, de l'association ALTE et de la CoVe.

Article 7 – Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 11, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 – Contrôle de la CoVe

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 9 – Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions conformes à l'objectif, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la CoVe et l'association et précisées en annexe de la présente convention.

L'évaluation portera sur :

- la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er} ;
- sur l'impact des actions ou des interventions au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

Article 10 – Modifications

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 11 – Résiliation pour faute de la convention

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, les parties sont libres, d'un commun accord ou unilatéralement, de ne pas reconduire annuellement leur partenariat, selon les modalités exposées à l'article 2.

Article 12 – Différends et litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement amiable. Si néanmoins le désaccord persiste, le tribunal administratif de Nîmes est le seul compétent.

Article 13 – Liste des annexes

Les annexes ci-dessous constituent une partie intégrante de la présente convention :

- diaporama du comité de pilotage 2018
- présentation du programme prévisionnel pour 2019

Ces documents feront l'objet d'une mise à jour annuelle, à transmettre à la CoVe avant le 31 décembre de l'année en cours.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Carpentras, le

Pour l'association ALTE

Le Président

Pierre CHENET

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Le Président

Guy REY

..... LE SERVICE PUBLIC

RÉNOVER *c'est gagner*

EN VAUCLUSE

ALTE
Agence Locale
de la Transition
Énergétique



Comité de Pilotage - 05/10/2018
Espaces Info Energie et
Plateforme de la Rénovation Énergétique

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

ORDRE DU JOUR

Introduction – Objet de la réunion

Bilan des Espaces Info Energie et de la Plateforme 2017/2018 (jusqu'au 30/09)
– Actions prévues pour fin année 2018

Présentation des partenaires et partenariats établis

Développement des actions vers les copropriétés

Réflexions autour stratégie déploiement secteurs bancaire et immobilier

Perspectives 2019/2020



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

INTRODUCTION – OBJET DE LA REUNION

2017 : Création de la PTRE de Vaucluse

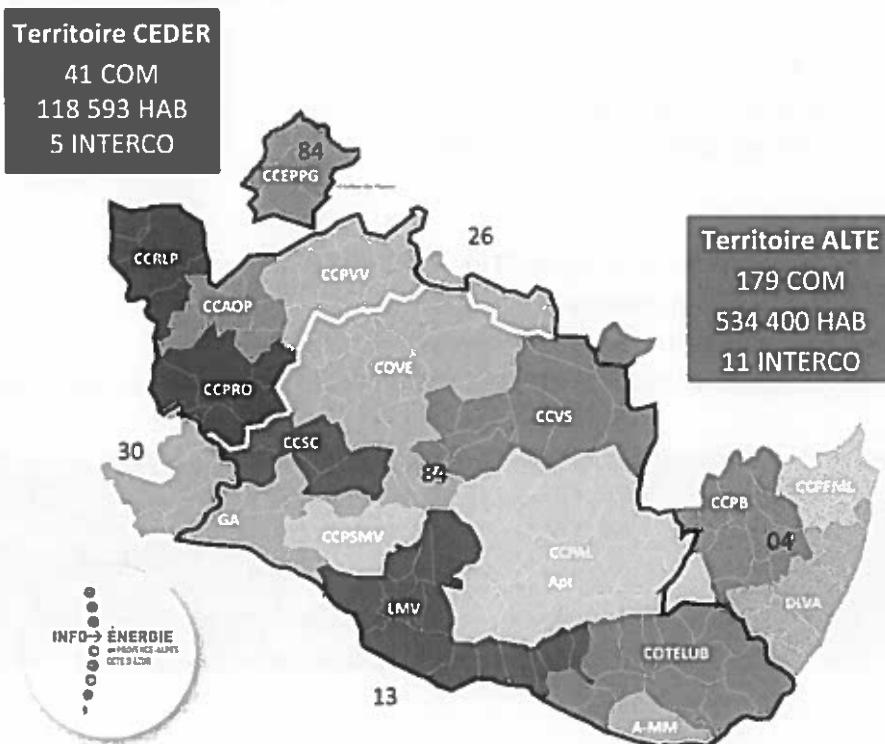
- **COPIL 2017 :**
 - Actions EIE ALTE et EIE CEDER
 - avec les partenaires financiers
- **COPIL 2018 :**
 - Actions des EIE et de la PTRE ALTE et CEDER
 - Avec les partenaires financiers
 - Avec les partenaires techniques
 - Réflexion commune stratégie 2019 secteur immobilier, bancaire, etc.

Comité de pilotage

État des lieux de l'avancement du travail
Réflexions collective autour de l'action
Réflexion sur le rôle du COPIL

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 ESPACES INFO ENERGIE DE VAUCLUSE



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 ESPACES INFO ENERGIE DE VAUCLUSE

❖ *Demandes traitées*

1511

(Entre 1^{er} janvier et 30 septembre 2018)

Contacts traités en 2017 : 1818

Prise de contact : Téléphone principalement

Connaissance via : bouche-à-oreille (CEDER), site Rénovation Info Service (ALTE)

Type de public renseigné : **97 %** de particuliers, dont plus de **85 %** de propriétaires occupants

Type de demandes techniques : isolation et systèmes de chauffage



BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 ESPACES INFO ENERGIE DE VAUCLUSE

❖ Animations du territoire 2018

Participation à 14 foires sur le territoire
(Vaucluse et Alpes de Haute-Provence)

-- 1300 personnes sensibilisées --

Organisation de :

- 5 conférences
- 4 visites de sites
- 4 balades thermographiques

-- 250 personnes sensibilisées --



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 ESPACES INFO ENERGIE DE VAUCLUSE

❖ Actions partenariales

- Participation aux commissions Qualibat (3 à 4 par an, présence d'un conseiller ALTE et CEDER)
- Consolidation du guichet unique PRIS ANAH/EIE
Participation au groupe de travail de dématérialisation
- Révision du dispositif Sobriété énergétique porté par le Département de Vaucluse
- Réalisation de 8 permanences communes avec le CAUE en 2017, également prévues fin 2018
- Participation stratégie énergie PNR Ventoux
- Participation comités de pilotage et technique CCPRO
Suivi démarche territoire plateforme CCRLP et CCEPPG



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018

ARTICULATION ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME

La Plateforme de Vaucluse : *Rassembler, Accompagner, Massifier, Améliorer*

→ Objectif ambitieux

Vis-à-vis des particuliers :

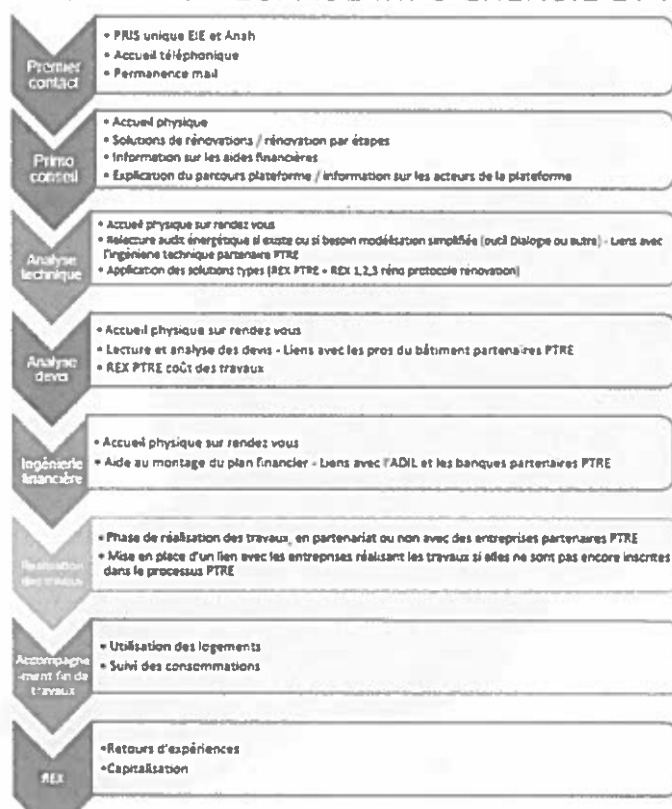
- Accompagner **1200 ménages / an** réalisant au moins **2 lots de travaux** ;
- Simplifier le parcours du particulier (guichet unique).

Vis-à-vis des professionnels :

- Permettre la montée en compétence des professionnels du bâtiment du territoire ;
- Impliquer les professionnels de l'habitat dans la rénovation (banques, syndicats, agences immobilières, grandes surfaces de bricolage, etc.).

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 ARTICULATION ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME



*Parcours pour les
maisons individuelles
ou très petites
copropriétés*

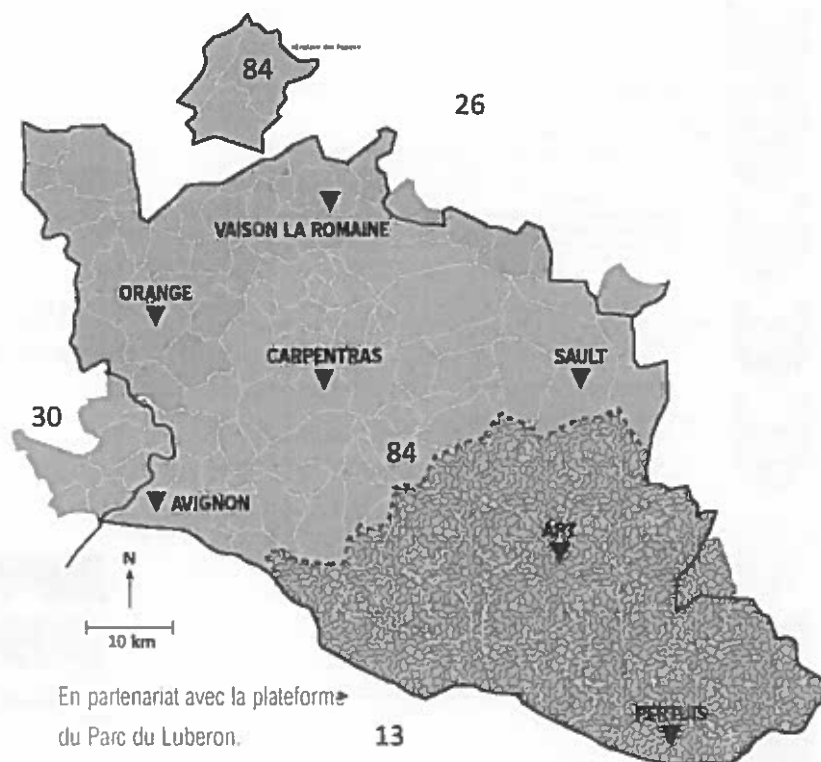
Mission PRIS

Accompagnement renforcé PTRE

Phase travaux

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 PLATEFORME DE LA RENOVATION ENERGETIQUE DE VAUCLUSE



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 PLATEFORME DE LA RENOVATION ENERGETIQUE DE VAUCLUSE

❖ Moyens humains

Type de poste	ETP 2017	ETP 2018	ETP 2019	ETP 2020
Coordinateur	0,82	0,9	0,9	0,9
Mutualisation		0,1	0,1	0,1
Communication	0,45	0,25	0,25	0,25
Conseillers dédiés PTRE accomp. ind. renforcé		0,5	1,35	1,35
Conseillers dédiés PTRE méta animation	1,95	2,2	2,2	2,2
Conseiller EIE primo conseil	1,97	1,8	1,8	1,8
Total Humain	5,19	5,75	6,6	6,6

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018



BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 PLATEFORME DE LA RENOVATION ENERGETIQUE DE VAUCLUSE

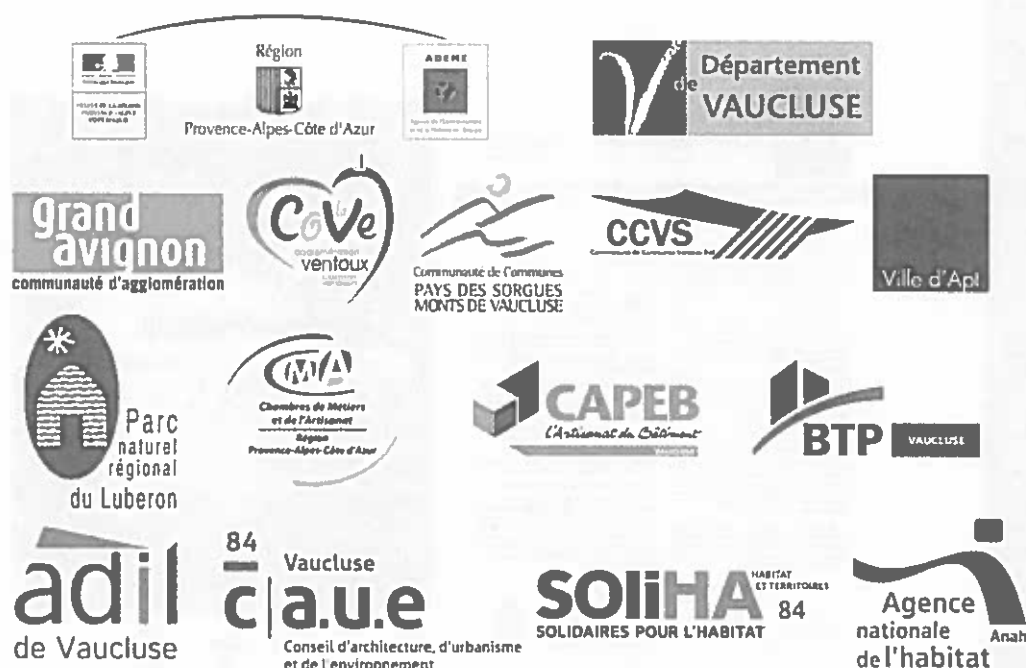
❖ Axes de travail 2017 à aujourd'hui

- Simplification du parcours du porteur de projet
- Mobilisation des partenaires
- Mobilisation & Référencement des professionnels
- Communication grand public et collectivités
- Echanges avec financeurs

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 PLATEFORME DE LA RENOVATION ENERGETIQUE DE VAUCLUSE

❖ Partenaires et partenariat



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018



BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 PLATEFORME DE LA RENOVATION ENERGETIQUE DE VAUCLUSE

❖ Communication

Documents de présentation plateforme à destination des porteurs de projets, des professionnels et des collectivités



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018



BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 PLATEFORME DE LA RENOVATION ENERGETIQUE DE VAUCLUSE

❖ Communication site internet

RÉNOVER
 c'est gagner

VAUCLUSE
 LUBERON HAUTE-PROVENCE

ESPACE PERSO

ESPACE PRO

☎ 04 90 74 09 18

Accueil La rénovation Qui sommes-nous ? Professionnels FAQ



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 PLATEFORME DE LA RENOVATION ENERGETIQUE DE VAUCLUSE

❖ Communication nationale FAIRE



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

BILAN ESPACE INFO ENERGIE ET PLATEFORME 2017-2018 PLATEFORME DE LA RENOVATION ENERGETIQUE DE VAUCLUSE

❖ Téléphone unique ALTE et CEDER (et Parc)

04 90 74 09 18

Standard téléphonique : orientation vers

- Plateforme Vaucluse (ALTE ou CEDER) ou
- Plateforme Luberon Haute-Provence (Parc du Luberon)

Critères : géographiques, mode de connaissance, type de travaux envisagés

❖ Outil de suivi du parcours des porteurs de projets

....

→ **Chapitre difficultés**

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018



PLATFORME – AXE DE TRAVAIL Fin 2018 - 2019

- Organisation d'évènement mise en relation pro/porteurs de projet



LA RÉNOVATION PERFORMANTE POUR TOUS !
MARDI 9 OCTOBRE À 18H - AVIGNON

AVANT DE VOUS LANCER DANS LA RÉNOVATION DE VOTRE LOGEMENT :

Une conférence sur les aides financières pour vous aider à réaliser vos travaux de rénovation énergétique.

RENCONTREZ DES PROFESSIONNELS !

Des tables rondes thématiques pour poser vos questions à des professionnels du bâtiment et à des conseillers énergie : chauffage, isolation, ventilation, énergies renouvelables...

Gratuit - Places limitées - Réservation : www.alte-provence.org



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

PLATEFORME – AXE DE TRAVAIL Fin 2018 - 2019

- Finalisation des conventions de partenariat (Parc du Luberon, Action logement)
- Poursuite de la mobilisation des collectivités
(présentation des structures et du dispositif Plateforme, communication sur les avantages de la plateforme, etc.)



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018



PLATFORME – AXE DE TRAVAIL Fin 2018 - 2019

- Stimuler les copropriétés
- Développement de partenariats avec les organismes bancaires

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

DEVELOPPEMENT DES ACTIONS VERS COPROPRIETES

Etat des lieux et programmation

- Mobilisation de la copropriété (syndic, conseil syndical, copropriétaire)
- Présentation des étapes d'une rénovation réussie
- Réalisation du Bilan Initial de Copropriété (BIC) évaluant l'état de santé de la copropriété et les travaux à envisager

Aide à l'audit énergétique et architectural

- Aide à la rédaction du cahier des charges de l'audit énergétique et architectural
- Aide au choix d'un prestataire
- Aide à la compréhension des résultats de l'audit

Aide aux travaux

- Mise en relation avec les entreprises RGE
- Aide à l'élaboration du plan de financement


Recrutement :

ALTE + temps partiel au CEDER



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

STRATEGIE DEPLOIEMENT SECTEURS BANCAIRE / IMMO

- Partenariat à venir avec **ActionLogement** 
- Echanges avec organismes bancaires sur attribution EPTZ
- Plateforme facilitatrice d'obtention de prêt ?
- Opérateurs de tiers financement, mobilisation de la Région ?



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Merci pour votre attention !



Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018



Programme d'Animation

Espace Info Energie de l'ALTE 2019

L'Agence Locale de la Transition Énergétique accompagne la création d'un nouveau modèle énergétique basé sur la sobriété, l'efficacité et le développement des énergies renouvelables sur la Haute Provence et le sud Vaucluse. Basée à Apt, elle dispose d'une antenne à Carpentras, Avignon et Forcalquier, avec des salariés permanents à Apt, Carpentras et Avignon.

Ses missions s'adressent au grand public, au public en précarité énergétique, aux collectivités territoriales, aux entreprises, au jeune public.

L'Agence Locale de la Transition Énergétique anime depuis plus de seize ans un Espace Info Energie sur Apt (2002), Carpentras (2007) et Avignon (2009).

L'équipe des conseillers info énergie, répartis sur ces 3 antennes, suit un programme annualisé, définit selon la charte nationale des Espaces Info Energie, déclinée en fonction des besoins identifiés sur le territoire et des partenariats développés avec les collectivités territoriales et les acteurs de la rénovation de l'habitat.

Le projet de l'Espace Info Energie de l'ALTE comporte ainsi deux volets :

- L'activité de conseil auprès du grand public
- Le projet territorial spécifique : accompagnement des politiques énergétiques locales et animation du territoire pour favoriser la rénovation et la construction performante chez les particuliers.

Eléments administratifs

Maître d'ouvrage

ALTE, Agence Locale de la Transition Énergétique
Impasse Marin la Meslée, BP 20012 84 001 Apt Cedex
Tel : 04 86 69 17 19 Courriel : contact@alte-provence.org

Partenaires

L'Agence Locale de la Transition Énergétique anime un Espace Info Energie présent en permanence sur Apt, Carpentras et Avignon avec les partenaires suivants :

- Ademe PACA
- Région PACA
- Conseil départemental de Vaucluse
- Communauté d'Agglomération du Grand Avignon
- Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin
- Communauté de communes du Pays des Sorgues et de Monts de Vaucluse
- Communauté de communes Ventoux Sud
- Ville d'Apt
- Ville de Forcalquier

Autres partenaires

Dans le cadre de son action de conseil et de la Plateforme de la Rénovation Energétique de Vaucluse au sein de laquelle il est intégré, l'Espace Info Energie de l'ALTE travaille avec de nombreux autres partenaires tels que :

- Des acteurs institutionnels : DDT, Anah, ADIL, CAUE, opérateurs Anah, Chambre de Métiers et de l'Artisanat, CAPEB, Fédération du BTP, etc.
- Des syndicats : Parc du Luberon, Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Equipement du Mont Ventoux
- Des associations : APTE, GPPEP, etc.

Objet de la demande

Cette demande concerne le programme d'activité de l'Espace Info Energie de l'ALTE (antennes Apt, Carpentras, Avignon) pour l'année 2019.

Equipe de l'ALTE

L'équipe de l'ALTE amenée à travailler sur ce projet est composée de :

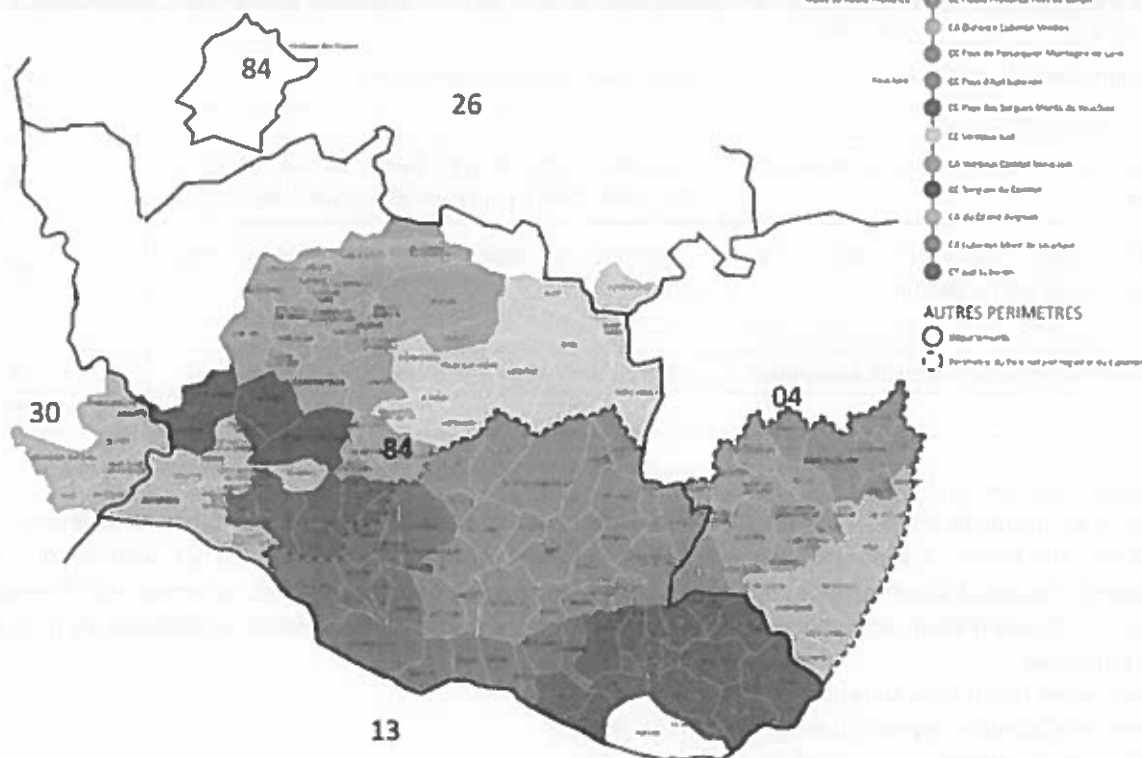
Nom	Poste	Référent territoire	Domaine de compétence
Eric Balland	Chargé de mission énergie Espace Info Energie depuis 2014	Grand Avignon	Conseil énergie dans le bâtiment Politique énergétique Référent copropriété
Olivier Blanchard	Chargé de mission énergie Espace Info Energie depuis 2017	Luberon Pays des Sorgues	Conseil énergie dans le bâtiment Politique énergétique
Jean-Philippe Sibler	Chargé de mission énergie Espace Info Energie depuis 2016	Comtat Venaissin (CoVe - Sorgues du Comtat - Ventoux Sud)	Conseil énergie dans le bâtiment Politique énergétique
Josépha Paitel	Chargée de mission accompagnement des copropriétés		Conseil énergie dans le bâtiment
Isabelle Fabre	Coordinatrice de la plateforme de la rénovation Espace Info Energie depuis 2010		Conseil énergie dans le bâtiment Politique énergétique
	Directrice adjointe	Comtat Venaissin (CoVe - Sorgues du Comtat - Ventoux Sud)	Développement de nouveaux projets
Philippe Viel	Directeur de l'ALTE		Direction, vie des réseaux et montage de projet Politique énergétique
Autres salariés de l'association pouvant intervenir en renfort			
Juliette Loquet	Chargée de mission transition énergétique Chargée de communication		Communication et animation
Corinne Mangeot	Chargée de mission formation et éducation à l'environnement. Aides aux personnes en situation de précarité énergétique		Pédagogie, Formation Précarité énergétique Conseil énergie dans le bâtiment
Recrutements à venir	Conseiller en Energie Partagé		Conseil énergie dans le bâtiment
	Chargé de mission transition énergétique		Concertation citoyenne, mobilisation des territoires, énergies renouvelables

Territoire d'intervention de l'Espace Info Energie de l'ALTE

Le territoire d'intervention de l'Espace Info Energie est celui de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon, la communauté de communes Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse, la communauté de communes Ventoux sud, les villes d'Apt et de Forcalquier, le Parc naturel régional du Luberon. L'activité de conseil en énergie est assurée sur l'ensemble du territoire de l'ALTE (8 EPCI en Vaucluse, 3 EPCI dans les Alpes de Haute Provence), tandis que le programme d'animation est quant à lui mis en place avec les collectivités partenaires de l'ALTE pour l'animation de l'Espace Info Energie (visites de site, balades thermiques, etc.)

CARTE DU TERRITOIRE D'ACTION INFO ENERGIE DE L'ALTE

ALTE - OCTOBRE 2017



Sur ce large territoire, plusieurs politiques énergétiques sont menées : PCAET, Agendas 21, Villes AGIR, charte de l'environnement, dispositifs de lutte contre la précarité énergétique, de sobriété énergétique et de développement des énergies renouvelables.

Contexte

En 2017, l'Agence Locale de la Transition Energétique développe la Plateforme de la Rénovation Energétique, en partenariat avec le CEDER sur son territoire d'action (Haut Vaucluse), afin de :

- Stimuler davantage la demande en créant un écosystème favorable à la rénovation énergétique pour faciliter les démarches des particuliers. En premier lieu, la plateforme vise un rapprochement avec l'ensemble des structures de conseils en Vaucluse (également soutenues par le Département) : ADIL, CAUE, Soliha ;
- Accompagner les particuliers du département dans un processus de rénovation plus qualitatif de leur logement, afin de les sortir durablement du risque de précarité énergétique ;
- Stimuler l'offre en accompagnant les professionnels du bâtiment ainsi que le secteur bancaire, immobilier et assurantiel dans une démarche de qualité, à coûts maîtrisés.

Les Espaces Info Energie de l'ALTE et du CEDER constituent le socle et l'ossature de la plateforme qui s'appuie notamment sur les conseillers déjà existants. La mission de conseil est donc assurée pour partie par l'Espace Info Energie, dans le cadre de ses missions prioritaires (premier contact, primo conseil, analyse des devis, sensibilisation aux éco gestes, etc.), et par la Plateforme de la Rénovation Energétique, dans le cadre de sa mission d'accompagnement renforcé des particuliers (coordination des acteurs partenaires de la plateforme, approfondissement des conseils prodigués – analyse technique, ingénierie financière, retour d'expérience, etc.). L'articulation entre l'ensemble de ces missions apporte au porteur de projet un accompagnement complet, un parcours simplifié, des travaux mieux réalisés.

Descriptif du projet

Nom du projet	Description	Temps dédié en jour
<i>Activité de conseil auprès du grand public</i>		
Accompagnement du particulier	= Activité de conseil du particulier	390
<i>Projet territorial spécifique</i>		
Promotion de la Transition Energétique sur le territoire	= Manifestations de type foires, salons, visites de sites, cafés-climat, conférences, balades thermiques	93
Animation d'un réseau d'acteurs relais institutionnels et professionnels	= Actions à destination des acteurs relais institutionnels et professionnels	105
<i>Fonctionnement relatif à l'activité associative</i>		
Fonctionnement relatif à l'activité associative	= Temps relatif au fonctionnement de l'association	90
Total		678

Accompagnement du particulier

Ce projet vise à accueillir les ménages en demande d'aide pour la réalisation de travaux dans leur logement. L'Espace Info Energie de l'ALTE assure ainsi la mission de premier contact, primo conseil et analyse des devis en complémentarité avec l'accompagnement proposé dans le cadre de la plateforme de la rénovation énergétique en Vaucluse. L'ALTE étant Point Rénovation Info Service Anah, les conseillers renseignent également les personnes aux revenus modestes.

Ces actions permettent notamment :

- d'orienter et d'iguiller le particulier vers le bon parcours ;
- d'expliquer et de vulgariser l'étude thermique ;
- d'analyser les devis proposés ;
- de fournir un guide d'accompagnement en fin de travaux et de mettre en place le suivi des consommations.

Dans le cadre du dispositif Plateforme de la rénovation énergétique de Vaucluse, l'Espace Info Energie bénéficie d'une mise en relation facilitée avec le particulier via l'utilisation d'un service de réception des appels téléphoniques mis en place en janvier 2018. Les particuliers sont donc en mesure d'adresser leur demande à l'Espace Info Energie du lundi au vendredi, de 7h00 à 21h00 et le samedi de 9h00 à 18h00. Ils peuvent également être accueillis sur rendez-vous du mardi au vendredi entre 9h00 et 12h00 et entre 13h30 et 17h30. Des permanences ponctuelles peuvent être envisagées dans le cadre de partenariats avec une collectivité locale pour assurer une permanence du conseiller sans rendez-vous.

Le service étant plébiscité par un nombre plus important de particuliers en 2018, davantage de jours sont consacrés à l'accompagnement du particulier.

Un récapitulatif des contacts traités est tenu à jour et mis à disposition des partenaires de l'Espace Info Energie dans le cadre du rapport d'activité annuel de l'Espace Info Energie de l'ALTE (nombre de particuliers accompagnés, provenance des particuliers, type de demande, type de travaux envisagés, etc.). Le rapport présentant le bilan de l'année 2018 sera disponible fin janvier 2019.

Promotion de la transition énergétique sur le territoire

L'Espace Info Energie facilite la mise en œuvre de la transition énergétique sur les territoires et le passage à l'acte des projets de rénovation en étant présent aux foires et salons sur le thème du développement durable, de la préservation de l'environnement ou de l'énergie.

Foires et salons : l'Espace Info Energie sera présent sur des foires à échelle départementale ou plus locale. Il participe à environ une dizaine de foires sur son territoire d'action. En 2019, l'Espace Info Energie souhaite partager un stand avec d'autres acteurs partenaires de la plateforme de la rénovation, tel que l'ADIL 84, afin de prodiguer un conseil plus complet (volet technique, juridique, architectural, etc.). Un évènement de ce type a été réalisé en 2018 avec l'ADIL 84.

L'Espace Info Energie organise également des animations en partenariat avec les acteurs locaux. Il s'agit de visites de sites, de conférences/café climat, de balades thermiques, etc.

Visites de sites : le nombre de visites de sites réalisées sur le territoire est fonction des rénovations performantes réalisées et connues sur le territoire. L'Espace Info Energie recherche des habitations ayant bénéficié d'une rénovation permettant d'atteindre de hauts niveaux de performance énergétique, des habitations disposant d'équipements d'énergies renouvelables, des constructions présentant des points forts sur la gestion de l'énergie, du bioclimatisme, etc. L'objet de cette action est de faire se rencontrer des porteurs de projets et des personnes ayant un retour d'expérience probant à partager. L'Espace Info Energie s'appuie notamment sur les professionnels du bâtiment pour repérer ces habitations et permettre, grâce à la présence du professionnel, d'apporter un apport technique en lien avec les travaux réalisés.

En moyenne, l'Espace Info Energie organise six à huit visites de sites sur les territoires de ses partenaires techniques et financiers.

Conférences : l'Espace Info Energie organise des conférences ou des cafés-climat sur des thèmes spécifiques pour informer les particuliers d'un dispositif et se tient à la disposition de ses partenaires pour communiquer vers le grand public sur une thématique en lien avec l'énergie. Des conférences sur les aides financières accessibles aux particuliers peuvent être envisagées sur le territoire. L'Espace Info Energie réalise en moyenne 5 conférences par an.

Balade thermique : cette action de sensibilisation se déroule durant les mois d'hiver en soirée. Grâce à l'utilisation d'une caméra thermique pointée sur les bâtiments d'une rue, elle permet de mettre en évidence les défauts des habitations pour bien comprendre les mesures qu'il faut mettre en œuvre pour les réduire. Quatre à six balades thermiques sont prévues pour 2019.

Ces événements pourront être concentrés sur des périodes spécifiques de l'année, en fonction des actions de communication réalisées à l'échelle nationale notamment.

Animation d'un réseau d'acteurs relais

Actions à destination des acteurs relais institutionnels :

Etant bien intégré au sein de ses collectivités partenaires, l'Espace Info Energie apporte ses compétences au sein des ateliers de concertation, d'élaboration et de suivi des politiques énergétiques du territoire, qu'elles soient réglementaires ou volontaristes : PCAET, TEPCV de la ville d'Avignon, OPAH, etc. L'Espace Info Energie renforce également son rôle auprès des collectivités en participant à l'émergence de nouveaux projets.

Actions à destination des acteurs relais professionnels :

L'animation du réseau de professionnels consiste à organiser des temps de rencontre entre professionnels, à mettre à disposition des documents d'information auprès des acteurs relais à destination du grand public, à créer des documents spécifiques sur demande, etc. Ce travail est réalisé à destination des entreprises, fédérations professionnelles et chambres consulaires, auprès des magasins de matériaux, auprès des collectivités et services institutionnels intervenant dans le champ de la rénovation et enfin auprès des acteurs du secteur social, en lien avec la mission de lutte contre la précarité énergétique portée par l'ALTE.

Fonctionnement relatif à l'activité associative

Un total de 90 jours répartis pour les 3 conseillers info énergie est dédié aux activités suivantes : formation des conseillers, réunions de l'ensemble de l'équipe de l'ALTE, rédaction des rapports d'activité et coordination entre conseillers, gestion du centre de ressource, représentation du personnel.

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DÉCEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°198-18

Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2019 avec l'association « Les P'tits Loups » de Beaumes de Venise

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°198-18

Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2019 avec l'association « Les P'tits Loups » de Beaumes de Venise

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence intercommunale en matière d'accueil Petite Enfance,

Vu le projet de convention d'objectifs et de financement pour la gestion du fonctionnement de la structure multi-accueil intercommunale de Beaumes-de-Venise pour l'année 2019 entre la collectivité et l'association « Les P'tits Loups »,

Vu l'avis de la commission action sociale et petite enfance du 21 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la petite enfance et aux actions éducatives

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention d'objectifs et de financement annuelle, du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019, avec l'association « Les P'tits Loups » pour la gestion de la structure multi accueil intercommunale du même nom située sur la commune de Beaumes de Venise, moyennant notamment le versement d'une subvention de fonctionnement de 134 500 €.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la dite convention et tous actes à cet effet.

Article 3 : DE PRÉCISER que la dépense correspondante sera imputée sur le budget ENF-6574-6414 :


Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

<p align="center">CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION « LES P'TITS LOUPS » DE BEAUMES DE VENISE ANNÉE 2019</p>

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, La CoVe**, représentée par Guy Rey, Président et désignée sous le terme « la CoVe », d'une part,
et l'association **Les P'tits Loups**, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Route d'Aubignan – 84190 Beaumes de Venise, No SIRET 350 763 777 000 17 Code APE 853 G représentée par Madame Nelly Roux, sa Présidente désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Préambule :

En Conseil de Communauté du 29 Mars 2004, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin a adopté la compétence Petite Enfance selon la définition suivante :

« Est défini d'intérêt communautaire, tout nouveau projet de développement contribuant à satisfaire les besoins du territoire dans le domaine de l'accueil de la Petite Enfance, c'est à dire à créer un effort nouveau et ce, dans le respect des orientations arrêtées entre la Caisse d'Allocations Familiales, la CoVe et les communes membres déjà signataires d'un Contrat Enfance Communal dans le cadre du Schéma de Développement du Contrat Enfance Intercommunal tripartite. »

De ce fait, à compter du 1^{er} Août 2006, la CoVe est devenue compétente pour la structure multi-accueil **Les P'tits Loups** située sur la commune de Beaumes de Venise.

L'association **Les P'tits Loups** qui assurait le fonctionnement de la structure avant le transfert de la compétence, poursuivra cette mission.

Les structures multi-accueil intercommunales et associatives financées par la CoVe sont les acteurs à part entière de la mise en œuvre de la politique d'accueil de la Petite Enfance décidée par les élus de l'intercommunalité. De fait, la structure associative intercommunale Les P'tits loups est un partenaire majeur, aux côtés des autres structures d'accueil du territoire, de la mise en œuvre de cette politique.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à gérer la structure multi accueil intercommunale « **Les P'tits Loups** » de 25 places et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires.

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3 (relatif au montant de la subvention accordée ainsi qu'aux contributions non financières) et à l'article 4 (relatif aux conditions de versement de la subvention). La présente convention vaut également autorisation d'occupation du domaine public de la CoVe par l'association.

Article 2 : Durée de la convention

Cette convention aura une durée d'un an.

Elle prendra effet au 1^{er} janvier 2019 pour se terminer au 31 décembre 2019.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention annuelle

Le budget prévisionnel de l'association est présenté à la CoVe au plus tard le 30 novembre de l'année précédant l'entrée en vigueur de la convention, avec la demande de subvention de fonctionnement.

Pour l'année 2019 le montant de la subvention adopté par le conseil communautaire du 10

décembre 2018 est fixé à : **134 500 euros**.

Par ailleurs, pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe des contributions non financières suivantes :

- La mise à disposition gratuite des locaux et des équipements afférents situés Route d'Aubignan à Beaumes de Venise (84190) tels que décrits dans le procès-verbal liant la CoVe et la commune de Beaumes de Venise.
- L'entretien de ces locaux (excepté le nettoyage courant).
- La prise en charge des dépenses d'eau et d'électricité et de téléphonie.
- L'entretien et le renouvellement du matériel informatique et du gros électroménager (lave-linge, sèche linge, lave vaisselle)

En contrepartie, l'association s'engage à souscrire les assurances «occupant» nécessaires afférentes.

Article 4 : Conditions de versement de la subvention.

La subvention sera versée sur le compte de l'association dans les conditions suivantes :

Un premier acompte représentant 70% du montant de la subvention votée sera versé avant le 15 février 2019. Le solde sera versé avant le 31 octobre 2019.

Article 5 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir, avant la date du 30 avril 2019, le compte rendu financier de l'année précédente (bilan comptable et compte de résultat) de la structure suscitée signé par la présidente ou toute autre personne habilitée. Elle fournira également, avant la date du 30 avril 2020, les mêmes éléments appliqués à l'exercice 2019.

Article 6 : Autres engagements

L'association transmettra à la CoVe copie de l'ensemble des documents quantitatifs et qualitatifs relatifs à l'activité de la structure établis notamment à l'attention des services de la Caisse d'Allocations Familiales.

La CoVe ayant bénéficié de fonds DIPE de la part de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales pour la construction du bâtiment, le gestionnaire de la structure se doit d'appliquer les critères suivants :

- L'intercommunalité : toutes les familles domiciliées sur le territoire de la CoVe peuvent prétendre à une inscription sur la structure.
- L'accueil d'enfants porteurs de handicap : le gestionnaire s'engage à favoriser l'accueil de ces enfants, en accord avec la famille et l'équipe de professionnels qui suit l'enfant.
- L'accueil d'urgence et l'accueil social ; le gestionnaire devra appliquer les critères définis et votés par la CoVe.

En percevant une subvention annuelle de fonctionnement de la part de la CoVe, l'association gère une structure à vocation intercommunale, et à ce titre, elle s'engage à appliquer les critères d'admission de l'intercommunalité et à participer à la commission d'admission intercommunale qui se réunit chaque année fin avril-début mai.

Afin d'instaurer une cohérence vis-à-vis des usagers, le service petite enfance de la CoVe, dans ses missions de coordination, a mis en place depuis deux ans une centralisation des pré inscriptions étendue à toutes les structures financées par la collectivité. En conséquence, la directrice de l'association participera, au même titre que les autres directrices de structure du territoire, à la tenue de permanences selon le calendrier fixé chaque semestre d'un commun accord.

Les financements perçus par la CoVe au titre du Contrat Enfance Jeunesse étant soumis à certaines exigences de résultat des structures qu'elle finance, la CoVe attend de l'association gestionnaire qu'elle participe au respect de ces objectifs à savoir :

- Maintenir un taux d'occupation au dessus de 70% pour les heures facturées,
- Afficher un minimum de 223 jours d'ouverture, chiffre qui correspond aux jours d'ouverture de la structure de l'année 2009, année de référence pour la CAF.
- Afficher un taux de facturation maximum de 117%. (Le taux de facturation pour une année donnée correspond au nombre d'heures facturées divisées par le nombre d'heures réelles enregistrées).

Le fait de ne pas atteindre ces objectifs entraîne en effet des réactions sur les sommes perçues par la CoVe.

Enfin, la CoVe ayant financé l'équipement des structures d'un logiciel de gestion (AGORA), elle attend que l'association utilise ce logiciel le plus largement possible (pré inscriptions, contrats, présences des enfants, facturation...).

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquelles la CoVe a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans le cadre du suivi partenarial effectué par la CoVe et la CAF.

Article 9 : Contrôle de la CoVe.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Il en va de même pour la production de toutes les pièces nécessaires à la juste appréciation notamment du montant de la subvention à verser.

Dans cette perspective, les bilans et résultats fournis par l'association peuvent faire l'objet d'un examen par les élus en commission de contrôle des comptes.

Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de l'évaluation prévu à l'article 8 et à la réalisation du contrôle prévu à l'article 9.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la communauté d'agglomération
Ventoux – Comtat Venaissin

Le Président

Guy Rey

Pour l'association Les P'tits loups

La Présidente

Nelly Roux

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°199-18

Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2019 avec l'association « Grenadine » de Sarrians

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°199-18

Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2019 avec l'association « Grenadine » de Sarrians

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence intercommunale en matière d'accueil Petite Enfance,

Vu le projet de convention d'objectifs et de financement pour la gestion du fonctionnement de la structure multi-accueil intercommunale de Sarrians pour l'année 2019, entre la collectivité et l'association « Grenadine »,

Vu l'avis de la commission action sociale et petite enfance du 21 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la petite enfance et aux actions éducatives,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention d'objectifs et de financement annuelle, du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019, avec l'association « Grenadine » pour la gestion de la structure multi accueil intercommunale du même nom située sur la commune de Sarrians, moyennant notamment le versement d'une subvention de fonctionnement de 168 200 €.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la dite convention et tous actes à cet effet.

Article 3 : DE PRÉCISER que la dépense correspondante sera imputée sur le budget ENF-6574-6412

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

<p style="text-align: center;">CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION « GRENADINE » DE SARRIANS ANNÉE 2019</p>
--

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, La CoVe**, représentée par son Président, Guy Rey et désignée sous le terme « la CoVe », d'une part,
et l'association **Grenadine**, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Quartier le Pigeonnier, Bd Roumanille – 84260 Sarrians, No SIRET 338 943 095 000 20 Code APE 853 G , représentée par Madame Raphaëlle Roy sa Présidente désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Préambule :

En Conseil de Communauté du 29 Mars 2004, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin a adopté la compétence Petite Enfance selon la définition suivante :

« Est défini d'intérêt communautaire, tout nouveau projet de développement contribuant à satisfaire les besoins du territoire dans le domaine de l'accueil de la Petite Enfance, c'est à dire à créer un effort nouveau et ce, dans le respect des orientations arrêtées entre la Caisse d'Allocations Familiales, la CoVe et les communes membres déjà signataires d'un Contrat Enfance Communal dans le cadre du Schéma de Développement du Contrat Enfance Intercommunal tripartite. »

Les structures multi-accueil intercommunales et associatives financées par la CoVe sont les acteurs à part entière de la mise en œuvre de la politique d'accueil de la Petite Enfance décidée par les élus de l'intercommunalité. De fait, la structure associative intercommunale Grenadine est un partenaire majeur, aux côtés des autres structures d'accueil du territoire, de la mise en œuvre de cette politique.

De ce fait, à compter du 14 février 2005, la CoVe est devenue compétente pour la structure multi-accueil **Grenadine** située sur la commune de Sarrians.

L'association **Grenadine** qui assurait le fonctionnement de la structure avant le transfert de la compétence, poursuivra cette mission.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à gérer la structure multi accueil intercommunale « **Grenadine** » de 35 places et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires.

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3 (relatif au montant de la subvention accordée ainsi qu'aux contributions non financières) et à l'article 4 (relatif aux conditions de versement de la subvention). La présente convention vaut également autorisation d'occupation du domaine public de la CoVe par l'association.

Article 2 : Durée de la convention

Cette convention aura une durée d'un an.

Elle prendra effet au 1^{er} janvier 2019 pour se terminer au 31 décembre 2019.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention annuelle

Le budget prévisionnel de l'association est présenté à la CoVe au plus tard le 30 novembre de l'année précédant l'entrée en vigueur de la convention, avec la demande de subvention de fonctionnement.

Pour l'année 2019, le montant de la subvention adopté par le conseil communautaire du 10

décembre 2018 est fixé à : **168 200 euros**.

Par ailleurs, pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe des contributions non financières suivantes :

- La mise à disposition gratuite des locaux et des équipements afférents situés Bd Roumanille à Sarrians (84260) tels que décrits dans le procès-verbal liant la CoVe et la commune de Sarrians.
- L'entretien de ces locaux (excepté le nettoyage courant).
- La prise en charge des dépenses d'eau, d'électricité et de téléphonie.
- L'entretien et le renouvellement du matériel informatique et du gros électroménager (lave-linge, sèche linge, lave vaisselle)

En contrepartie, l'association s'engage à souscrire les assurances «occupant » nécessaires afférentes.

Article 4 : Conditions de versement de la subvention.

La subvention sera versée sur le compte de l'association dans les conditions suivantes :

Un premier acompte représentant 70% du montant de la subvention accordée sera versé avant le 15 février 2019. Le solde sera versé avant le 31 octobre 2019.

Article 5 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir, avant la date du 30 avril 2019, le compte rendu financier de l'année précédente (bilan comptable et compte de résultat) de la structure suscitée signé par la présidente ou toute autre personne habilitée. Elle fournira également, avant la date du 30 avril 2020, les mêmes éléments appliqués à l'exercice 2019.

Article 6 : Autres engagements

L'association transmettra à la CoVe copie de l'ensemble des documents quantitatifs et qualitatifs relatifs à l'activité de la structure établis notamment à l'attention des services de la Caisse d'Allocations Familiales.

La CoVe ayant bénéficié de fonds FIPE de la part de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales pour la construction du bâtiment, le gestionnaire de la structure se doit d'appliquer les critères suivants :

- L'intercommunalité : toutes les familles domiciliées sur le territoire de la CoVe peuvent prétendre à une inscription sur la structure.
- L'accueil d'enfants porteurs de handicaps : le gestionnaire s'engage à favoriser l'accueil de ces enfants, en accord avec la famille et l'équipe de professionnels qui suit l'enfant.
- L'accueil d'urgence et l'accueil social ; le gestionnaire devra appliquer les critères définis et votés par la CoVe.

En percevant une subvention annuelle de fonctionnement de la part de la CoVe, l'association gère une structure à vocation intercommunale, et à ce titre, elle s'engage à appliquer les critères d'admission de l'intercommunalité et à participer à la commission d'admission intercommunale qui se réunit chaque année fin avril, début mai.

Afin d'instaurer une cohérence vis-à-vis des usagers, le service petite enfance de la CoVe, dans ses missions de coordination, a mis en place une centralisation des pré inscriptions étendue à toutes les structures financées par la collectivité. En conséquence, la directrice de l'association participera, au même titre que les autres directrices de structure du territoire, à la tenue de permanences selon le calendrier fixé chaque semestre d'un commun accord.

Les financements perçus par la CoVe au titre du Contrat Enfance Jeunesse étant soumis à certaines exigences de résultat des structures qu'elle finance, la CoVe attend des associations gestionnaires qu'elles participent au respect de ces objectifs à savoir :

- Maintenir un taux d'occupation au dessus de 70% pour les heures facturées,
- Afficher un minimum de 226 jours d'ouverture, chiffre qui correspond aux jours d'ouverture de

- la structure de l'année 2009, année de référence pour la CAF.
- Afficher un taux de facturation maximum de 117%. (Le taux de facturation pour une année donnée correspond au nombre d'heures facturées divisées par le nombre d'heures réelles enregistrées).

Le fait de ne pas atteindre ces objectifs entraîne en effet des réfections sur les sommes perçues par la CoVe.

Enfin, la CoVe ayant financé l'équipement des structures d'un logiciel de gestion (AGORA), elle attend que l'association utilise ce logiciel le plus largement possible (pré inscriptions, contrats, présences des enfants, facturation...).

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la CoVe a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans le cadre du suivi partenarial effectué par la CoVe et la CAF.

Article 9 : Contrôle de la CoVe

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Il en va de même pour la production de toutes les pièces nécessaires à la juste appréciation notamment du montant de la subvention à verser

Dans cette perspective, les bilans et résultats fournis par l'association feront l'objet d'un examen par les élus en commission de contrôle des comptes.

Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de l'évaluation prévue à l'article 8 et à la réalisation du contrôle prévu à l'article 9.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la communauté d'agglomération
Ventoux – Comtat Venaissin

Le président

Guy Rey

Pour l'association Grenadine

La présidente

Raphaëlle Roy

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°200-18

Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2019 avec l'association « Espace social et culturel Villemarie » de Carpentras

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°200-18

Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2019 avec l'association « Espace social et culturel Villemarie » de Carpentras

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence intercommunale en matière d'accueil Petite Enfance,

Vu le projet de convention d'objectifs et de financement pour la gestion du fonctionnement de la structure multi-accueil intercommunale « les p'tits mousses » de Carpentras pour l'année 2019, entre la collectivité et l'association « Centre Social Villemarie »,

Vu l'avis de la commission action sociale et petite enfance du 21 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la petite enfance et aux actions éducatives,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention d'objectifs et de financement annuelle, du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019, avec l'association «Espace social et culturel Villemarie» pour la gestion de la structure multi accueil intercommunale « Les P'tits Mousses » située sur la commune de Carpentras, moyennant notamment le versement d'une subvention de fonctionnement de 218 000 €.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la dite convention et tous actes à cet effet.

Article 3 : DE PRÉCISER que la dépense correspondante sera imputée sur le budget ENF-6574-6415

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

**CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ENTRE LA COVE ET
L'ASSOCIATION « ESPACE SOCIAL ET CULTUREL VILLEMARIE » DE
CARPENTRAS
ANNÉE 2019**

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, La CoVe**, représentée par Guy Rey, Président et désignée sous le terme « la CoVe », d'une part,
et l'association **Espace Social et Culturel Villemarie**, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 73 Rue Pierre Parrocel – 84200 Carpentras, No SIRET 310 530 373 000 29 Code APE 913 E, représentée par Madame Aziza Belkhadir, sa Présidente désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Préambule :

En Conseil de Communauté du 29 Mars 2004, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin a adopté la compétence Petite Enfance selon la définition suivante :

« Est défini d'intérêt communautaire, tout nouveau projet de développement contribuant à satisfaire les besoins du territoire dans le domaine de l'accueil de la Petite Enfance, c'est à dire à créer un effort nouveau et ce, dans le respect des orientations arrêtées entre la Caisse d'Allocations Familiales, la CoVe et les communes membres déjà signataires d'un Contrat Enfance Communal dans le cadre du Schéma de Développement du Contrat Enfance Intercommunal tripartite. »

De ce fait, à compter du 1^{er} Août 2007, la CoVe est devenue compétente pour la structure multi-accueil **Les P'tits Mousses** située sur la commune de Carpentras.

L'association **Espace Social et Culturel Villemarie** qui assurait le fonctionnement de la structure avant le transfert de la compétence, poursuivra cette mission.

Les structures multi-accueil intercommunales et associatives financées par la CoVe sont les acteurs à part entière de la mise en œuvre de la politique d'accueil de la Petite Enfance décidée par les élus de l'intercommunalité. De fait, la structure associative intercommunale Les P'tits Mousses est un partenaire majeur, aux côtés des autres structures d'accueil du territoire, de la mise en œuvre de cette politique.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à gérer la structure multi accueil intercommunale « **les P'tits Mousses** » de 38 places et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires.

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3 (relatif au montant de la subvention accordée ainsi qu'aux contributions non financières) et à l'article 4 (relatif aux conditions de versement de la subvention). La présente convention vaut également autorisation d'occupation du domaine public de la CoVe par l'association.

Article 2 : Durée de la convention

Cette convention aura une durée d'un an.

Elle prendra effet au 1^{er} janvier 2019 pour se terminer au 31 décembre 2019.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention annuelle

Le budget prévisionnel de l'association est présenté à la CoVe au plus tard le 30 novembre de l'année précédant l'entrée en vigueur de la convention, avec la demande de subvention de fonctionnement.

Pour l'année 2019, compte tenu des horaires d'ouverture de la structure particuliers de 5h45 à 21h15, le montant de la subvention adopté par le conseil communautaire du 10 décembre 2018 est

fixé à **218 000 euros**.

Par ailleurs, pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe des contributions non financières suivantes :

- La mise à disposition gratuite des locaux et des équipements afférents situés Rue des Glycines à Carpentras (84200) tels que décrits dans le procès-verbal liant la CoVe et la commune de Carpentras.
- L'entretien de ces locaux (excepté le nettoyage courant).
- La prise en charge des dépenses d'eau et d'électricité et de téléphonie.
- L'entretien et le renouvellement du matériel informatique et du gros électroménager (lave-linge, sèche linge, lave vaisselle)

En contrepartie, l'association s'engage à souscrire les assurances «occupant » nécessaires afférentes.

Article 4 : Conditions de versement de la subvention.

La subvention sera versée sur le compte de l'association dans les conditions suivantes :

Un premier acompte représentant 70% du montant de la subvention votée l'année précédente sera versé avant le 15 février 2019. Le solde sera versé avant le 31 octobre 2019.

Article 5 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir, avant la date du 30 avril 2019, le compte rendu financier de l'année précédente (bilan comptable et compte de résultat) de la structure suscitée signé par le Président ou toute autre personne habilitée. Elle fournira également, avant la date du 30 avril 2020, les mêmes éléments appliqués à l'exercice 2019.

Article 6 : Autres engagements

L'association transmettra à la CoVe copie de l'ensemble des documents quantitatifs et qualitatifs relatifs à l'activité de la structure établis notamment à l'attention des services de la Caisse d'Allocations Familiales.

La CoVe ayant bénéficié de fonds DAIPE de la part de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales pour la construction du bâtiment, le gestionnaire de la structure se doit d'appliquer les critères suivants :

- L'intercommunalité : toutes les familles domiciliées sur le territoire de la CoVe peuvent prétendre à une inscription sur la structure.
- L'accueil d'enfants porteurs de handicaps : le gestionnaire s'engage à favoriser l'accueil de ces enfants, en accord avec la famille et l'équipe de professionnels qui suit l'enfant.
- L'accueil d'urgence et l'accueil social ; le gestionnaire devra appliquer les critères définis et votés par la CoVe.

En percevant une subvention annuelle de fonctionnement de la part de la CoVe, l'association gère une structure à vocation intercommunale, et à ce titre, elle s'engage à appliquer les critères d'admission de l'intercommunalité et à participer à la commission d'admission intercommunale qui se réunit chaque année fin avril / début mai.

Afin d'instaurer une cohérence vis-à-vis des usagers, le service petite enfance de la CoVe, dans ses missions de coordination, a mis en place depuis deux ans une centralisation des pré inscriptions étendue à toutes les structures financées par la collectivité. En conséquence, la directrice de l'association participera, au même titre que les autres directrices de structure du territoire, à la tenue de permanences selon le calendrier fixé chaque semestre d'un commun accord.

Les financements perçus par la CoVe au titre du Contrat Enfance Jeunesse étant soumis à certaines exigences de résultat des structures qu'elle finance, la CoVe attend de l'association gestionnaire qu'elle participe au respect de ces objectifs à savoir :

- Maintenir un taux d'occupation au dessus de 70% pour les heures facturées,
- Afficher un minimum de 222 jours d'ouverture, chiffre qui correspond aux jours d'ouverture de la structure de l'année 2017, année de référence pour la CAF.
- Afficher un taux de facturation maximum de 117%. (Le taux de facturation pour une année donnée correspond au nombre d'heures facturées divisées par le nombre d'heures réelles enregistrées).

Le fait de ne pas atteindre ces objectifs entraîne en effet des réfections sur les sommes perçues par la CoVe.

La CoVe ayant financé l'équipement des structures d'un logiciel de gestion (AGORA), elle attend que l'association utilise ce logiciel le plus largement possible (pré inscriptions, contrats, présences des enfants, facturation...).

Enfin, la CoVe a souhaité mettre en place à partir de 2016 une possibilité de réservation de places en structures multi accueil à destination des entreprises du territoire. En raison de sa proximité avec de nombreuses entreprises et des horaires élargis qu'elle propose, les P'tits Mousses fera partie des structures proposées aux entreprises. Aussi, par l'intermédiaire de ce dispositif, quelques enfants (maximum 5) pourront être admis prioritairement lors de la commission d'admission du mois du mois d'avril.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la CoVe a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans le cadre du suivi partenarial effectué par la CoVe et la CAF.

Article 9 : Contrôle de la CoVe

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Il en va de même pour la production de toutes les pièces nécessaires à la juste appréciation notamment du montant de la subvention à verser

Dans cette perspective, les bilans et résultats fournis par l'association feront l'objet d'un examen par les élus en commission de contrôle des comptes.

Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de l'évaluation prévue à l'article 8 et à la réalisation du contrôle prévu à l'article 9.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la communauté d'agglomération
Ventoux – Comtat Venaissin

Le Président

Guy Rey

Pour l'association Espace social et
culturel Villemarie

La Présidente

Aziza Belkhadir

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise: Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux: Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave: Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) L'Isle-sur-Ingères : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS: Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°201-18

Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2019 avec l'association « Pirouettes » de Mazan

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°201-18

Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2019 avec l'association « Pirouettes » de Mazan

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence intercommunale en matière d'accueil Petite Enfance,

Vu le projet de convention d'objectifs et de financement pour la gestion du fonctionnement de la structure multi-accueil intercommunale de Mazan pour l'année 2019, entre la collectivité et l'association « Pirouettes »,

Vu l'avis de la commission action sociale et petite enfance du 21 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la petite enfance et aux actions éducatives,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention d'objectifs et de financement annuelle, du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019, avec l'association « Pirouettes » pour la gestion de la structure multi accueil intercommunale du même nom située sur la commune de Mazan, moyennant notamment le versement d'une subvention de fonctionnement de 152 300 €.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la dite convention et tous actes à cet effet.

Article 3 : DE PRÉCISER que la dépense correspondante sera imputée sur le budget ENF-6574-6417

Transmis en Préfecture le :

13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

13 DEC 2018

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :

13 DEC 2018

Guy Rey



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

**CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ENTRE LA COVE ET
L'ASSOCIATION « PIROUETTES » DE MAZAN
ANNÉE 2019**

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, La CoVe**, représentée par Guy Rey, son Président et désignée sous le terme « la CoVe », d'une part,
et l'association **Pirouettes**, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 128, Chemin des Ecoliers – 84380 Mazan, No SIRET 954 285 730 000 14 Code APE 8891 A représentée par Madame Laurence MEYSEN, sa Présidente désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Préambule :

En Conseil de Communauté du 29 Mars 2004, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin a adopté la compétence Petite Enfance selon la définition suivante :

« Est défini d'intérêt communautaire, tout nouveau projet de développement contribuant à satisfaire les besoins du territoire dans le domaine de l'accueil de la Petite Enfance, c'est à dire à créer un effort nouveau et ce, dans le respect des orientations arrêtées entre la Caisse d'Allocations Familiales, la CoVe et les communes membres déjà signataires d'un Contrat Enfance Communal dans le cadre du Schéma de Développement du Contrat Enfance Intercommunal tripartite. »

De ce fait, à compter du 1^{er} janvier 2011, la CoVe est devenue compétente pour la structure multi-accueil **Pirouettes** située sur la commune de Mazan.

L'association **Pirouettes** qui assurait le fonctionnement de la structure avant le transfert de la compétence, poursuivra cette mission.

Les structures multi-accueil intercommunales et associatives financées par la CoVe sont les acteurs à part entière de la mise en œuvre de la politique d'accueil de la Petite Enfance décidée par les élus de l'intercommunalité. De fait, la structure associative intercommunale Pirouettes est un partenaire majeur, aux côtés des autres structures d'accueil du territoire, de la mise en œuvre de cette politique.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à gérer la structure multi accueil intercommunale « Pirouettes » de 45 places et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires.

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3 (relatif au montant de la subvention accordée ainsi qu'aux contributions non financières) et à l'article 4 (relatif aux conditions de versement de la subvention). La présente convention vaut également autorisation d'occupation du domaine public de la CoVe par l'association.

Article 2 : Durée de la convention

Cette convention aura une durée d'un an.

Elle prendra effet au 1^{er} janvier 2019 pour se terminer au 31 décembre 2019.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention annuelle

Le budget prévisionnel de l'association est présenté à la CoVe au plus tard le 30 novembre de l'année précédant l'entrée en vigueur de la convention, avec la demande de subvention de fonctionnement.

Pour l'année 2019, le montant de la subvention adopté par le conseil communautaire du 10 décembre 2018 est fixé à **152 300 euros**.

Par ailleurs, pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe des contributions non financières suivantes :

- La mise à disposition gratuite des locaux et des équipements afférents situés 128, chemin des Ecoliers (84380) tels que décrits dans le procès-verbal liant la CoVe et la commune de Mazan.
- L'entretien de ces locaux (excepté le nettoyage courant).
- La prise en charge des dépenses d'eau et d'électricité et de téléphonie.
- L'entretien et le renouvellement du matériel informatique et du gros électroménager (lave-linge, sèche linge, lave vaisselle)

En contrepartie, l'association s'engage à souscrire les assurances «occupant» nécessaires afférentes.

Article 4 : Conditions de versement de la subvention.

La subvention sera versée sur le compte de l'association dans les conditions suivantes :

Un premier acompte représentant 70% du montant de la subvention accordée sera versé avant le 15 février 2019. Le solde sera versé avant le 31 octobre 2019.

Article 5 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir, avant la date du 30 avril 2019, le compte rendu financier de l'année précédente (bilan comptable et compte de résultat) de la structure suscitée signé par la présidente ou toute autre personne habilitée. Elle fournira également, avant la date du 30 avril 2020, les mêmes éléments appliqués à l'exercice 2019.

Article 6 : Autres engagements

L'association transmettra à la CoVe copie de l'ensemble des documents quantitatifs et qualitatifs relatifs à l'activité de la structure établis notamment à l'attention des services de la Caisse d'Allocations Familiales.

La CoVe ayant bénéficié de fonds PCPI de la part de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales pour la construction du bâtiment, le gestionnaire de la structure se doit d'appliquer les critères suivants :

- L'intercommunalité : toutes les familles domiciliées sur le territoire de la CoVe peuvent prétendre à une inscription sur la structure.
- L'accueil d'enfants porteurs de handicaps : le gestionnaire s'engage à favoriser l'accueil de ces enfants, en accord avec la famille et l'équipe de professionnels qui suit l'enfant.
- L'accueil d'urgence et l'accueil social ; le gestionnaire devra appliquer les critères définis et votés par la CoVe.

En percevant une subvention annuelle de fonctionnement de la part de la CoVe, l'association gère une structure à vocation intercommunale, et à ce titre, elle s'engage à appliquer les critères d'admission de l'intercommunalité et à participer à la commission d'admission intercommunale qui se réunit chaque année fin avril, début mai.

Afin d'instaurer une cohérence vis-à-vis des usagers, le service petite enfance de la CoVe, dans ses missions de coordination, a mis en place depuis deux ans une centralisation des pré inscriptions étendue à toutes les structures financées par la collectivité. En conséquence, la directrice de l'association participera, au même titre que les autres directrices de structure du territoire, à la tenue de permanences selon le calendrier fixé chaque semestre d'un commun accord.

Les financements perçus par la CoVe au titre du Contrat Enfance Jeunesse étant soumis à certaines exigences de résultat des structures qu'elle finance, la CoVe attend de l'association gestionnaire qu'elle participe au respect de ces objectifs à savoir :

- Maintenir un taux d'occupation au dessus de 70% pour les heures facturées,
- Afficher un minimum de 226 jours d'ouverture, chiffre qui correspond aux jours d'ouverture de la structure de l'année 2017, année de référence pour la CAF.
- Afficher un taux de facturation maximum de 117%. (Le taux de facturation pour une année

donnée correspond au nombre d'heures facturées divisées par le nombre d'heures réelles enregistrées).

Le fait de ne pas atteindre ces objectifs entraîne en effet des réfections sur les sommes perçues par la CoVe.

Enfin, la CoVe ayant financé l'équipement des structures d'un logiciel de gestion (AGORA), elle attend que l'association utilise ce logiciel le plus largement possible (pré inscriptions, contrats, présences des enfants, facturation...).

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la CoVe a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans le cadre du suivi partenarial effectué par la CoVe et la CAF. Dans ce cadre, la CoVe attend de l'Association d'être informée de la tenue des différentes réunions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

Article 9 : Contrôle de la CoVe.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Il en va de même pour la production de toutes les pièces nécessaires à la juste appréciation notamment du montant de la subvention à verser.

Dans cette perspective, les bilans et résultats fournis par l'association pourront faire l'objet d'un examen par les élus en commission de contrôle des comptes.

Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de l'évaluation prévue à l'article 8 et à la réalisation du contrôle prévu à l'article 9.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la communauté d'agglomération
Ventoux – Comtat Venaissin

Le Président

Guy Rey

Pour l'association Pirouettes

La Présidente

Laurence Meysen

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°202-18

Objet : Renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse Intercommunal avec la CAF et la MSA pour les années 2018 à 2021.

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°202-18

Objet : Renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse Intercommunal avec la CAF et la MSA pour les années 2018 à 2021.

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'accueil de la petite enfance,

Vu l'échéance du précédent Contrat Enfance Intercommunal CoVe/CAF/MSA 2014/2017 au 31 décembre 2017,

Considérant qu'il convient de renouveler le conventionnement,

Vu le projet de contrat enfance jeunesse intercommunal pour les années 2018 à 2021, élaboré entre la CoVe, la CAF et la MSA, approuvé au terme du comité de pilotage tripartite en date du 6 novembre 2018,

Vu l'avis de la commission action sociale et petite enfance du 21 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la petite enfance et aux actions éducatives,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention d'objectifs et de cofinancements enfance jeunesse avec la CAF et la MSA Alpes Vaucluse, permettant le maintien des actions existantes pour l'accueil des jeunes enfants, annexé à la présente délibération.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer le Contrat Enfance Jeunesse dans la continuité du précédent contrat et tous les documents s'y afférant et à intervenir dans ce cadre.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

copulés en PREFECTURE le 11/12/2018

Actu.été en PREFECTURE le 13/12/2018

Acquiescé en PREFECTURE le 11/12/2019

Acquiesce en PREFECTURE le 11/12/2018

ANNEXE 3 :

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil
Nom de la structure : **Petitours**
Adresse : **Rue Antoine AUPHAND 84810 AUBIGNAN**
Gestionnaire : Cove
Partenaire du Cej qui finance : Nom : Cove
Date d'ouverture : 2003

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)**Capacité théorique**

Nombre de jours d'ouverture : 229 Amplitude d'ouverture par jour : 11
Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 519
Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)
Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées) : 50380

Activité

Nombre d'heures enfants 0/4 ans : 39 849 Nombre d'heures enfants 4/6 ans : 0
Nombre total d'heures enfants : 39 849

Taux d'occupation : 79,10 %
Budget global : 317 869 €
Subvention du partenaire : 148 653,41 € Montant PS Cej : 48 201,77 €

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'offre d'accueil aux familles, respecter les règles d'application de la PSU et développer l'accueil occasionnel

Acquitté en PREFECTURE le : 13/12/2018

Annexe 3

CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil
Nom de la structure : **Capucine**
Adresse : **Rue du Stade 84330 CAROMB**
Gestionnaire : Cove
Partenaire du Cej qui finance : Nom : Cove
Date d'ouverture : 2008

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)**Capacité théorique**

Nombre de jours d'ouverture : 229 Amplitude d'ouverture par jour : 11 heures
Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 519
Nombre de places contractualisées : 30
(donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)
Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées) : 75 570

Activité

Nombre d'heures enfants 0/4 ans : 52 409 Nombre d'heures enfants 4/6 ans : 296
Nombre total d'heures enfants : 52 705

Taux d'occupation : 69,74 %
Budget global : 496 535 €
Subvention du partenaire : 208 078,61 € Montant PS Cej : 85 563,41 €

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'offre d'accueil aux familles, respecter les règles d'application de la PSU et développer l'accueil occasionnel

Acquitté en PREFECTURE le : 13/12/2018

Annexe 3

CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : multi accueil
Nom de la structure : **Chante cigale**
Adresse : **Chemin de la Ségnane 84210 SAINT DIDIER**
Gestionnaire : Cove
Partenaire du Cej qui finance : Nom : Cove
Date d'ouverture : 2006

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)**Capacité théorique**

Nombre de jours d'ouverture : 229 Amplitude d'ouverture par jour : 11
Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 519
Nombre de places contractualisées : 30
(donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)
Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées) : 75 570

Activité

Nombre d'heures enfants 0/4 ans : 50 370 Nombre d'heures enfants 4/6 ans : 29
Nombre total d'heures enfants : 50 399

Taux d'occupation : 66,69 %
Budget global : 454 406 €
Subvention du partenaire : 193 389,26 € Montant PS Cej : 68 198,18 €

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'offre d'accueil aux familles, respecter les règles d'application de la PSU et développer l'accueil occasionnel

Acquitté en PREFECTURE le : 13/12/2018

Annexe 3

CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil
Nom de la structure : **Petites frimousses**
Adresse : **90, rue Valentin 84870 LORIOL**
Gestionnaire : Cove
Partenaire du Cej qui finance : Nom : Cove
Date d'ouverture : 2005

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)**Capacité théorique**

Nombre de jours d'ouverture : 229 Amplitude d'ouverture par jour : 11
Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 519
Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)
Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées) : 50 380

Activité

Nombre d'heures enfants 0/4 ans : 40 071 Nombre d'heures enfants 4/6 ans : 0
Nombre total d'heures enfants : 40 071

Taux d'occupation : 79,54 %
Budget global : 329 008 €
Subvention du partenaire : 147 950,82 € Montant PS Cej : 43 210,60 €

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'offre d'accueil aux familles, respecter les règles d'application de la PSU et développer l'accueil occasionnel

Acquitté en PREFECTURE le : 13/12/2018

CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu

Annexe 3

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil
Nom de la structure : **Petits Mousses Villemarie**

Adresse : **Rue des glycines 84 200 Carpentras**

Gestionnaire : **Association centre social Villemarie**

Partenaire du Cej qui finance : Nom : **Cove**

Date d'ouverture : **1986**

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : **222** Amplitude d'ouverture par jour : **15,25**

Nombre d'heures d'ouverture par an : **3385,5**

Nombre de places contractualisées : **38**
(donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées) : **128 649**

Capacité d'accueil modulée : **94 239€**

Activité

Nombre d'heures enfants 0/4 ans : **70 779** Nombre d'heures enfants 4/6 ans : **203**
Nombre total d'heures enfants : **70 982**

Taux d'occupation : **75,32 %**
Budget global : **673 371 €**
Subvention du partenaire : **292 045,46€** Montant PS Cej : **100 852,30€**
Montant stock : **91 063,38€**
Montant dégressivité :
Montant Flux : **9 788,92€**

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'offre d'accueil aux familles, respecter les règles d'application de la PSU et développer l'accueil occasionnel

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

P'tits Mousses

Annexe 3

	Année 1 (soit en 2018)	Année 2 (soit en 2019)	Année 3 (soit en 2020)	Année 4 (soit en 2021)
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	222	222	222	222
Amplitude d'ouverture par jour	15	15	15	15
Nombre d'heures d'ouverture par an	3 330	3 330	3 330	3 330
Nombre de places contractualisées (donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)	38	38	38	38
Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)	126 540	126 540	126 540	126 540
Capacité modulée (nombre de jours d'ouverture par an x 424,5h)	94 239	94 239	94 239	94 239
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/4 ans	65 972	65 972	65 972	65 972
Nombre d'heures enfants 4/6 ans	0	0	0	0
Nombre total d'heures enfants	65 972	65 972	65 972	65 972
Taux d'occupation (%)	70 %	70 %	70 %	70 %
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	673 323 €	664 889 €	684 836 €	705 381 €
Dont personnel	570 360 €	564 052 €	580 974 €	598 403 €
Dont autres charges	102 963 €	100 837 €	103 862 €	106 978 €
Total des recettes	673 323 €	664 889 €	684 836 €	705 381 €
Dont PSU	227 409 €	227 409 €	227 409 €	227 409 €
Dont parents	77 847 €	77 847 €	77 847 €	77 847 €
dont subvention du partenaire	368 067 €	359 633 €	379 580 €	400 125 €

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil associatif
Nom de la structure : **Grenadine**

Adresse : **Bd Roumanille 84260 SARRIANS**

Gestionnaire : **Association Grenadine**

Partenaire du Cej qui finance : Nom : **Cove**

Date d'ouverture : **1986**

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : **224** Amplitude d'ouverture par jour : **10,90**

Nombre d'heures d'ouverture par an : **2 442**

Nombre de places contractualisées : **35**
(donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées) : **85 456**

Activité

Nombre d'heures enfants 0/4 ans : **60 047** Nombre d'heures enfants 4/6 ans : **464**
Nombre total d'heures enfants : **60 511**

Taux d'occupation : **70,81 %**
Budget global : **539 371 €**
Subvention du partenaire : **229 638,26 €** Montant PS Cej : **91 623,73€**

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'offre d'accueil aux familles, respecter les règles d'application de la PSU et développer l'accueil occasionnel

Annexe 3

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil
Nom de la structure : **PIROUETTES**

Adresse : **Chemin des Ecoliers 84 380 Mazan**

Gestionnaire : **association Pirouettes**

Partenaire du Cej qui finance : Collectivité territoriale Nom : **Cove**

Date d'ouverture : **Septembre 1989**

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : **226** Amplitude d'ouverture par jour : **10,55**

Nombre d'heures d'ouverture par an : **2 384**

Nombre de places contractualisées : **45**
(donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées) : **107 294**

Activité

Nombre d'heures enfants 0/4 ans : **73 979** Nombre d'heures enfants 4/6 ans : **0**
Nombre total d'heures enfants : **73 979**

Taux d'occupation : **68,95 %**
Budget global : **612 707 €**
Subvention du partenaire : **252 228 67€**
Montant PS Cej : **77 727 58 € soit**
montant stock : **49 728 06 €**
montant dégressivité : **€**
montant Flux : **27 999 52 €**

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

	Année 1 (soit en 2018)	Année 2 (soit en 2019)	Année 3 (soit en 2020)	Année 4 (soit en 2021)
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	227	223	223	223
Amplitude d'ouverture par jour	10.55	10.55	10.55	10.55
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 341,10	2 352,65	2 352,65	2 352,65
Nombre de places contractualisées (donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)	45	45	45	45
Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)	105 394	105 869	105 869	105 869
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/4 ans	73 775	74 108	74 108	74 108
Nombre d'heures enfants 4/6 ans	0	0	0	0
Nombre total d'heures enfants	73 775	74 108	74 108	74 108
Taux d'occupation (%)	70 %	70%	70%	70%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	631 088 €	650 020 €	669 520 €	689 605 €
Dont personnel	511 182 €	526 516 €	542 311 €	558 580 €
Dont autres charges	119 906 €	123 504 €	127 209 €	131 025 €
Total des recettes	631 088 €	650 020 €	669 520 €	689 605 €
Dont PSU	227 231 €	233 440 €	233 440 €	233 440 €
Dont parents	113 613 €	108 939 €	108 939 €	108 939 €
dont subvention du partenaire	290 244 €	307 641 €	327 141 €	347 226 €

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'offre d'accueil aux familles, respecter les règles d'application de la PSU et développer l'accueil occasionnel

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

CONTRAT ENFANCE JEUNESSE d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant maintenu

Annexe 3

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : P'tits Loups

Adresse : Route d'Aubignan 84 190 Beaumes de Venise

Gestionnaire : Association P'tits Loups

Partenaire du Cej qui finance : Nom : Cive

Date d'ouverture : 1989

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 227 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 497

Nombre de places contractualisées : 25

(donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées) : 62 425 h

Activité

Nombre d'heures enfants 0/4 ans : 50 396 Nombre d'heures enfants 4/6 ans : 46

Nombre total d'heures enfants : 50 442

Taux d'occupation : 80,80 %

Budget global : 458 511 €

Subvention du partenaire : 185 081,02 € Montant PS Cej : 58 572,62€

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'offre d'accueil aux familles, respecter les règles d'application de la PSU et développer l'accueil occasionnel

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

CONTRAT ENFANCE JEUNESSE d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant maintenu ou développé

Annexe 3

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : Petits Berlingots

Adresse : Bd Emile Zola 84 200 Carpentras

Gestionnaire : Mairie

Partenaire du Cej qui finance : Nom : Mairie de Carpentras

Date d'ouverture : Janvier 1983

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 229 Amplitude d'ouverture par jour : 11 heures

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2519

Nombre de places contractualisées : 90

(donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées) : 226 710 h

Activité

Nombre d'heures enfants 0/4 ans : 145 122

Nombre d'heures enfants 4/6 ans : 515

Nombre total d'heures enfants : 145 637

Taux d'occupation : 64,24 %

Subvention du partenaire : 545 659,94 Montant PS Cej : 37 573,92 €

Montant stock : 0€

Montant degressivité :

Montant Flux : 32 573,92€

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'offre d'accueil aux familles, respecter les règles d'application de la PSU et développer l'accueil occasionnel

Les Petits Berlingots

	Année 1 (soit en 2018)	Année 2 (soit en 2019)	Année 3 (soit en 2020)	Année 4 (soit en 2021)
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	228	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2508	2530	2530	2530
Nombre de places contractualisées (donnée saisie sous Sias C'ej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)	90	90	90	90
Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)	225 720	227 700	227 700	227 700
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/4 ans	158 004	159 390	159 390	159 390
Nombre d'heures enfants 4/6 ans	0	0	0	0
Nombre total d'heures enfants	158 004	159 390	159 390	159 390
Taux d'occupation (%)	70 %	70 %	70 %	70 %
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	1 242 349 €	1 285 831 €	1 330 835 €	1 377 414 €
Dont personnel	1 111 902 €	1 156 818 €	1 191 097 €	1 232 786 €
Dont autres charges	130 447 €	135 013 €	139 738 €	144 628 €
Total des recettes	1 242 349 €	1 285 831 €	1 330 835 €	1 377 414 €
Dont Psu	571 974 €	576 992 €	576 992 €	576 992 €
Dont parents	158 004 €	159 390 €	159 390 €	159 390 €
dont subvention du partenaire	512 371 €	549 449 €	594 453 €	641 032 €

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Annexe 3
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil
Nom de la structure : **Bébé Lune**
Adresse : **Route de Beaumont 84 340 Malaucène**
Gestionnaire : **Mairie**
Partenaire du Cej qui finance : **Nom : Maire de Malaucène**
Date d'ouverture : **Janvier 2000**

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : **230** Amplitude d'ouverture par jour : **10,5**
Nombre d'heures d'ouverture par an : **2 415**

Nombre de places contractualisées : **20**
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées) : **48 300**

Activité

Nombre d'heures enfants 0/4 ans : **36 970** Nombre d'heures enfants 4/6 ans : **0**
Nombre total d'heures enfants : **36 970**

Taux d'occupation : **76,54 %**

Budget global : **300 901 €**
Subvention du partenaire : **118 661,43 €** Montant PS cej : **59 231,60€**

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'offre d'accueil aux familles, respecter les règles d'application de la PSU et développer l'accueil occasionnel

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2016

Annexe 3
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil de jeunes enfants existant
maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil
Nom de la structure : **Ventouxpetits**
Adresse : **Rue Barral des Baux 84 110 BEDOIN**
Gestionnaire : **mairie**
Partenaire du Cej qui finance : **Nom : Mairie de Bedoin**
Date d'ouverture : **1er Septembre 1998**

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2013)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : **229** Amplitude d'ouverture par jour : **11 heures**
Nombre d'heures d'ouverture par an : **2 519**
Nombre de places contractualisées : **14**
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique (nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées) : **35 266 h**

Activité

Nombre d'heures enfants 0/4 ans : **26 866** Nombre d'heures enfants 4/6 ans : **0**
Nombre total d'heures enfants : **26 866**

Taux d'occupation : **76,18 %**

Budget global : **221 182 €**
Subvention du partenaire : **99 984,05 €** Montant PS Cej : **55 003,21€**

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'offre d'accueil aux familles, respecter les règles d'application de la PSU et développer l'accueil occasionnel

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2016

Annexe 3
FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un relais assistants maternels existant
maintenu

DESCRIPTION

Nom de la structure : **RAM**
Adresse : **Route de Mazan 84200 Carpentras**
Gestionnaire : **Cove**
Partenaire du Cej qui finance : **Nom : Cove**
Date d'ouverture : **2006**

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)

Qualification des animateurs : **CESF**
Durée de travail hebdomadaire : **35h**
Equivalent temps plein : **2**

Budget global : **98 930 €**
Subvention du partenaire : **54 292 €** Montant PS CEJ : **27 440€**

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'activité du Ram sur le territoire de la COVE (25 communes)

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Annexe 3
FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
Ludothèque existante maintenue

DESCRIPTION

Nom de la structure : **Ludothèque La Roseraie**
Adresse : **117 allée des lilas 84200 Carpentras**
Gestionnaire : **Mairie**
Partenaire du Cej qui finance : **collectivité territoriale** Nom : **Carpentras**
Date d'ouverture : **2005**

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)

Durée d'ouverture annuelle : **1 426 heures**

Nombre d'agents : **3 permanents = 3 contrats à temps plein**
soit : **2,5 équivalents temps plein**
Qualifications ? :

Budget global : **94 253 €**
Subvention du partenaire : **62 000€** Montant PS : **4 981 10€**

DESCRIPTIF DU PROJET

Maintenir l'activité en continuant de proposer des animations tout public, mais aussi ciblées : crèches, centres de loisirs, maisons de retraités, assistantes maternelles, animatrices ram, etc.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

FICHE PROJET CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

Carpentras LAEP existant Maintenu

Annexe 3

DESCRIPTION

Nom de la structure : **LAEP les petits Princes**

Adresse : **Carpentras 84200**

Gestionnaire : **Commune de Carpentras**

Partenaire du Cej qui finance : **collectivité territoriale** Nom : **Carpentras**

Date d'ouverture : **1997**

	Année N-1 2017
Nb d'heures d'ouverture annuelle	557
Nombre d'agents	1
Equivalent temps plein	0,8
Qualifications	Educatrice Jeunes Enfants
Données financières prévisionnelles	
Total des dépenses	60 677€
Total des recettes	60 677 €
Dont subvention du partenaire	24 054 €

DESCRIPTIF DU PROJET

maintien de l'activité existante sur les 2 lieux de la communes (Amandiers et Sadolet)

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

FICHE PROJET CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

Malaucène LAEP créé en 2010

Annexe 3

DESCRIPTION

Nom de la structure : **LAEP Petits... pas sages**

Adresse : **Cours des Isnards 84 340 Malaucène**

Gestionnaire : **commune de Malaucène**

Partenaire du Cej qui finance : **collectivité territoriale** Nom : **Malaucène**

Date d'ouverture : **2010**

	Année N-1 2017	Année 1 2018	Année 2 2019	Année 3 2020	Année 4 2021
Nb d'heures d'ouverture/ an	68	68	68	68	68
Nb d'heures d'organisation	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5
Nombre d'agents	1	1	1	1	1
Equivalent temps plein	15%	15%	15%	15%	15%
Qualifications Animatrice	EJE	EJE	EJE	EJE	EJE
Données financières prévisionnelles					
Total des dépenses	11 963,95 €	12 295 €	12 664 €	13 044 €	13 435 €
Dont personnel	6 074,77 €	6 242 €	6 429 €	6 622 €	6 821 €
Dont autres charges	5 889,18 €	6 053 €	6 235 €	6 422 €	6 614 €
Total des recettes	11 963,95 €	12 295 €	12 664 €	13 044 €	13 435 €
Dont PSO CAF	2 388,02 €	2 423,52 €	2 459,22 €	2 495,94 €	2 533,68 €
Dont PSO MSA	119,40 €	121,17 €	122,96 €	124,79 €	126,65 €
Dont subvention du partenaire	9 456,53 €	9 750,31 €	10 081,82€	10 423,27€	10 774,67 €

DESCRIPTIF DU PROJET

maintien de l'activité du Laep

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

FICHE PROJET CONTRAT ENFANCE JEUNESSE d'une fonction de coordination existante maintenue

Annexe 3

DESCRIPTION

Nom du coordinateur du CEJ :

Personnes chargées de la coordination : **Nadine Ramade et Marie-Hélène Lerch**

Missions principales : **Coordination du CEJ Cove**

Partenaire du Cej qui finance : **collectivité territoriale** Nom : **COVE**

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (SOIT EN 2017)

Nombre d'équivalents temps plein : **1,8**

Subvention du partenaire : **96 995 €** Montant PS : **32 670 €**

DESCRIPTIF DU PROJET

- élaborer le diagnostic et l'évaluation permanente du CEJ
- organiser et animer des groupes de travail et comités de pilotage
- assurer le suivi administratif et financier du Cej
- apporter un soutien technique aux structures dans le but d'optimiser leur fonctionnement qualitatif et quantitatif, tout en s'adaptant au mieux, aux attentes des familles
- communiquer avec les élus et les acteurs locaux
- impulser et maintenir la dynamique intercommunale autour de la petite enfance
- accompagner des projets

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Prestation de service « Contrat enfance jeunesse »
CEJ n° 2018-00227

EPCI COVE

2018-2021

Année 2018-2021
Partenaire Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Préambule

Le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus en :

- Favorisant le développement et l'amélioration de l'offre d'accueil par :
 - Une localisation géographique équilibrée des différents équipements et actions inscrits au sein de la présente convention ;
 - La définition d'une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants ;
 - La recherche de l'implication des enfants, des jeunes et de leurs parents dans la définition des besoins, de la mise en œuvre et de l'évaluation des actions ;
 - Une politique tarifaire adaptée permettant l'accessibilité aux enfants des familles aux revenus modestes.
- Recherchant l'épanouissement et l'intégration dans la société des enfants et des jeunes par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation des plus grands.

Pour « les partenaires employeurs », le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue uniquement au développement de l'accueil destiné aux enfants de moins de six ans de salariés des « partenaires employeurs ».

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur les territoires les moins bien pourvus. Elle se traduit notamment par une fréquentation optimale des structures et un maintien des coûts de fonctionnement compatibles avec le respect des normes réglementaires régissant le fonctionnement des structures.

La participation de la Msa aux contrats enfance et jeunesse

Conformément aux orientations de la nouvelle Convention d'Objectifs et de Gestion signée pour une durée de 5 ans de 2018 à 2020, la MSA Alpes Vaucluse s'engage à soutenir financièrement ce contrat enfance jeunesse pour la période de 2018 à 2020.

Pour la période de 2021, la MSA Alpes Vaucluse se réserve le droit de poursuivre son engagement financier en fonction des orientations du renouvellement de notre COG (Convention d'Objectifs et de Gestion).

Le financement apporté par la Cmsa, pour chaque contrat, est calculé conformément au taux de population moyen agricole familiale sur le département, soit 5 %. Ce montant complète le financement Caf.

Le calcul de la Psej Msa s'effectue par référence au pourcentage de la population familiale allocataire Msa de la tranche d'âge concernée par le contrat, appliqué au montant de la Psej Caf.

Les conditions ci-dessous, de la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse » (Psej), constituent la présente convention.

Entre :

La communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, représentée par REY Guy, président, dont le siège est situé à Carpentras, route de Mazan et

Ci-après désigné « les partenaires ».

La Caisse d'allocations familiales de Vaucluse, représentée par Christian DELAFOSSE, directeur, dont le siège est situé 8 rue Saint Charles - 84000 AVIGNON.

Ci-après désignée « la Caf »

Et :

La Mutualité Sociale Agricole Alpes Vaucluse, représentée par Madame Anne-Laure TORRESIN sa directrice,

dont le siège est situé 1 place des Maraichers - 84000 AVIGNON

Ci-après désignée « la Msa ».

Article 1- L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la subvention dite prestation de service Contrat « enfance et jeunesse » (Psej).

Elle « pour objet de :

- Déterminer l'offre de service adaptée aux besoins des usagers et aux disponibilités financières des co-contractants et les conditions de sa mise en œuvre ;
- D'écrire le programme des actions nouvelles prévues dans le schéma de développement qui constitue l'annexe 2 de la présente convention ;
- Fixer les engagements réciproques entre les signataires.

1. Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse »

Le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement et au maintien d'une offre d'accueil destinée aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus.

Pour « les partenaires employeurs », le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue uniquement au développement de l'accueil destiné aux enfants de moins de six ans de salariés des « partenaires employeurs ».

L'ensemble des actions est consigné dans un programme détaillé par action du schéma de développement figurant en annexes 2 et 3 de la présente convention.

Sont éligibles à la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse, les nouveaux développements relevant du volet enfance ou/et les développements financés lors de la dernière année du contrat « enfance et jeunesse » précédant le présent Cej, qui concourent à une fonction d'accueil et de pilotage et qui sont maintenus.

Seules les fonctions, actions ou charges, inscrites au présent article et figurant dans les tableaux ci-dessous sont, sous réserve du respect des conditions énoncées dans la présente convention, éligibles à la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej).

La subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) a vocation à financer essentiellement le développement quantifiable à partir d'unités de mesure retenues pour chaque action : création de places, heures - Journées /enfants, poste équivalent temps plein, etc.

Toutefois aucune nouvelle action relevant du volet « jeunesse » n'est prise en compte dans le calcul de la Psej à l'exception et exclusivement, des garderies périscolaires qui se transforment en Aish déclaré à la Ddcs.

Les modalités de financement les concernant sont précisées dans la fiche action Aish.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

La fonction d'accueil des enfants et des jeunes représente au minimum 85% du montant de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) et concerne exclusivement :

- Les fonctions bénéficiant d'une prestation de service ordinaire :

Champ de l'enfance	Champ de la jeunesse
Accueil collectif, familial et parental (0-6 ans) y compris micro-crèche (0-6 ans)	Accueil de loisirs (*)
Relais assistants maternels	Accueil de jeunes (*)
Lieu d'accueil enfants-parents (*)	

(*) non éligibles aux(x) « partenaire(s) employeur(s) »

- Les fonctions ne bénéficiant pas d'une prestation de service ordinaire (*) :

Champ de l'enfance	Champ de la jeunesse
Ludothèque (*)	Séjour de vacances été
	Séjour petites vacances
	Camps adolescents

(*) non éligibles aux(x) « partenaire(s) employeur(s) »

La fonction de pilotage ne peut, en aucun cas, excéder 15% du montant de la Psej et concerne exclusivement les charges relatives :

Champ global enfance, jeunesse, parentalité
Poste de coordinateur
Ingénierie
Formations - Bafa / Bafd(*)
Diagnostic initial
(cf annexes 4 et 4 bis de la présente convention)

(*) Aucune nouvelle action ne peut être inscrite à un Cef ou un évènement signé à compter de 2018

2. Le mode de calcul de la subvention dite Prestation de service « enfance et jeunesse »

Le financement de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) est détaillé ci-après en annexe 1 de la présente convention.

Les parties à la présente convention conviennent que ce financement peut prendre en compte la réalisation d'actions nouvelles relevant du volet enfance au titre de la présente convention sur une période antérieure à sa date de signature par l'ensemble des parties, et au plus tôt à compter du 1er janvier 2018.

La subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) distingue deux types d'actions :

- Les actions nouvelles développées dans le cadre d'un contrat « enfance et jeunesse » et

- Les actions antérieures, financées dans un contrat avant la signature d'un premier Cef et reconduites dans le présent Cef.

Pour chaque action nouvelle développée dans le présent contrat (cf. annexes 1 à 3 ci-après de la présente convention), un montant forfaitaire plafonné par action est calculé selon les formules ci-après :

- (Montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,3264 pour les actions nouvelles relevant du champ de l'enfance ;
- (Montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,09 pour les actions nouvelles relevant du champ de la jeunesse ;

Les champs de l'enfance et de la jeunesse étant ceux tels que précisés à l'article 1-1 : Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse » de la présente convention.

Pour les actions antérieures, un montant forfaitaire dégressif est appliqué en référence aux financements antérieurs.

Pour une même action réalisée par plusieurs partenaires, le montant forfaitaire est calculé par action et réparti entre les partenaires selon un pourcentage prédéterminé. Ce pourcentage figure expressément dans la fiche projet de l'action concernée en annexe 3 de la présente convention.

Le montant annuel forfaitaire de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) est versé en fonction :

- Du maintien de l'offre existante avant la présente convention. L'offre existante est décrite en annexes 2 et 3 ci-après de la présente convention ;
- De la réalisation des actions nouvelles inscrites à la présente convention ;
- Du niveau d'atteinte des objectifs avec notamment le respect de la règle de financement des actions de développement et de pilotage ;
- Du respect des règles relatives aux taux d'occupation ;
- De la production complète des justificatifs.

Ce montant peut être revu en cas :

- D'une anomalie constatée dans le niveau de financement du projet ;
- De non-respect d'une clause ;
- De réalisation partielle ou absente d'une action.

La Caf applique un taux de réfaction et notifie au partenaire, au partenaire employeur, le montant de la réfaction qui est appliquée.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej)

....

Article 2 - Les engagements du (des) partenaire(s) et/ou du (des) partenaire(s) employeur(s)

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

1. Au regard des activités et services financés par la Caf

Le partenaire, le partenaire employeur sont garants de la mise en œuvre d'un projet éducatif et social. Ils s'assurent que les services et/ou activités proposés sont ouverts à tous, qu'ils s'appuient sur un personnel qualifié et un encadrement adapté et qu'ils répondent aux normes de sécurité et d'hygiène.

Ils sont conscients de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement des services et actions couverts par la présente convention, et en conséquence, ils s'engagent à ce que ces services et ces actions n'aient pas une vocation essentielle de diffusion philosophique, syndicale ou politique et à ce qu'ils n'exercent pas de pratique sectaire.

Ils s'engagent à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche famille avec ses partenaires » adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er septembre 2015 et annexée à la présente convention.

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à optimiser la fréquentation des équipements concernés par la présente convention pour qu'ils atteignent les taux cibles d'occupation. Ces taux doivent être atteints au terme d'une année de fonctionnement.

Pour un équipement précédemment financé au titre de la dernière année du contrat « enfance - jeunesse » (N-1) en qualité d'action antérieure (cf. annexes 1 à 3 de la présente convention), reconduit dans le présent Cef, et soumis à l'atteinte d'un taux cible, la vérification du taux cible d'occupation se fait à compter de la première année du présent Cef, soit l'exercice civil N.

Pour une action nouvelle (cf. annexes 1 à 3 de la présente convention) relative à un équipement d'accueil des jeunes enfants et/ou un équipement d'accueil de loisirs, la vérification du taux cible d'occupation se fait à compter de l'exercice civil N+2 par rapport à la date d'effectivité de la nouvelle action.

Les taux cibles d'occupation précités sont respectivement fixés à :

- 70% pour les structures d'accueil des jeunes enfants sur la base des capacités d'accueil agréées par les services de la protection maternelle infantile, ou en cas de refus d'un agrément modulé par les services de Pmi sur la base de la capacité d'accueil déterminée par la Caf dans le respect des règles régissant le Cef ;
- 80% pour les accueils de loisirs, sur la base des capacités prévues en annexe à la présente convention.

Pour chaque action bénéficiant d'un financement de la Caf dans le cadre de la présente convention, le taux d'occupation et les éléments concourant à sa détermination sont mentionnés dans chaque fiche action correspondante, figurant en annexe 3 de la présente convention.

Le partenaire, le partenaire employeur doivent porter une attention particulière aux coûts de fonctionnement des structures.

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à ce que la Caf soit informée de tout changement survenu dans :

- Le périmètre de ses compétences ;
- Ses missions ;

¹ N est l'exercice civil de signature de la présente convention par au moins une des parties.

2. Au regard du public visé par la présente convention :

Le partenaire, le partenaire employeur s'assurent que :

- Le service offert est de qualité accessible à tous, qu'il répond aux besoins du public ;
- La participation du public à la vie de la structure est effective ;
- La tarification est modulée en fonction des ressources des familles ;
- Le barème des participations familiales établi par la Cnaf, pour les établissements d'accueil des jeunes enfants, est appliqué ;
- Les règles de confidentialité sont respectées ;
- Les principes d'égalité et de laïcité sont respectés ;

3. Au regard de la communication

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à faire mention de l'aide apportée par la Caf dans le cadre de la présente convention dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, messages Internet, etc.

4. Au regard des obligations légales et réglementaires

Le partenaire, le partenaire employeur s'assurent, pour les équipements et services intervenant dans le cadre de la présente convention, du respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service ;
- D'hygiène, de sécurité, d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf ;
- D'assurance ;
- De recours à un commissaire aux comptes ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

5. Au regard des pièces justificatives

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels.

Le partenaire, le partenaire employeur sont garants de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives qui sont détaillées dans la présente convention.

En tout état de cause, ils s'engagent à fournir l'original des pièces justificatives sur simple demande de la Caf.

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'allocations familiales.

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à fournir tout justificatif de dépenses sur demande de la Caf.

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont nécessaires :

- Les pièces nécessaires à la signature de la convention
- Les pièces nécessaires relatives au paiement de la subvention d'aide à la prestation de service contrat « enfance et jeunesse » (Pse)
- Les pièces nécessaires au suivi de l'activité

La convention est conclue en fonction de ces pièces justificatives correspondantes mentionnées à la présente convention.

5.1. Les pièces justificatives relatives au(x) signataire(s)

Collectivités territoriales –
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour le renouvellement de la convention
Existence légale	Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence Numéro SIREN / SIRET	Attestation de non changement de situation
Vocation	Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal	

Entreprises
Contrat enfance et jeunesse signé avec un employeur

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour le renouvellement de la convention
Vocation	Statuts	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)	

9

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

10

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Existence légale	Numéro SIREN/SIRET Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce datant de moins de 3 mois.	Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce datant de moins de 3 mois.
Pérennité	Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)	

Associations- Mutuelles-Comités d'entreprise
Contrat enfance et jeunesse signé avec un employeur

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour le renouvellement de la convention
Existence légale	Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles Pour les comités d'entreprise : procès-verbal des dernières élections constitutives Numéro SIREN/SIRET	Attestation de non changement de situation
Vocation	Statuts	
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)	
Capacité du contractant	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)	

5.2. Les pièces justificatives relatives au contrat « enfance et jeunesse »

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature de la convention	Justificatifs à fournir pour le renouvellement de la convention
Engagement à réaliser l'opération	Pour les CEJ signé avec un employeur Lettres d'intention des employeurs réservataires de places	Pour les CEJ signé avec un employeur Lettres d'intention des employeurs réservataires de places	Pour les CEJ signé avec un employeur Lettres d'intention des employeurs réservataires de places
Diagnostic territorial	Fiche diagnostic (cf. annexe 4 et 4 bis de la présente convention) comportant notamment un état détaillant les structures, activités ou actions existant au cours de l'année précédant la signature de la convention	Fiche diagnostic (cf. annexe 4 et 4 bis de la présente convention) comportant notamment un état détaillant les structures, activités ou actions existant au cours de l'année précédant la signature de la convention	Fiche diagnostic (cf. annexe 4 et 4 bis de la présente convention) comportant notamment un état détaillant les structures, activités ou actions existant au cours de l'année précédant la signature de la convention
Éléments financiers	Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature de la convention	Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature de la convention	Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature de la convention
	Pour les structures ne bénéficiant pas de la pao : - relevé des données financières - Compte de résultat des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention, et bénéficiant de la pao : - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf.	Budget prévisionnel des structures, des activités et actions entrant dans le champ de la convention pour chacune des années couvertes par la convention. Pour les structures ne bénéficiant pas de la pao : - relevé des données financières - Compte de résultat des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention et bénéficiant de la pao : - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf.	Budget prévisionnel des structures, des activités et actions entrant dans le champ de la convention pour chacune des années couvertes par la convention. Pour les structures ne bénéficiant pas de la pao : - relevé des données financières - Compte de résultat des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention et bénéficiant de la pao : - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf.
Activité	Pour les structures ne bénéficiant pas de la pao : - relevé des données d'activité ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention, et bénéficiant de la pao : - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf.	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années de la convention (en vue de l'élaboration du schéma de développement)	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années de la convention (en vue de l'élaboration du schéma de développement)
	Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention, et bénéficiant de la pao : - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf.	Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention et bénéficiant de la pao : - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf.	Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention et bénéficiant de la pao : - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf.

11

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

12

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

5.3. Les pièces justificatives nécessaires au suivi de l'activité

Nature de l'élément justifié	Justificatifs nécessaires au suivi de l'activité
Activité	Production infra-annuelle de documents intermédiaires sur les résultats d'activité au 30 septembre de l'année en cours N, pour les actions concernées par le présent C.E. Production au 1 ^{er} semestre N+1 du bilan annuel N de la réalisation des actions prévues au schéma de développement, avec taux d'occupation annuel par structure et calendrier de réalisation des actions, tarifs pratiqués et autorisant d'ouverture pour les structures soumises à cette obligation et non bénéficiaires de prestation de service

6. Au regard de la tenue de la comptabilité

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent sur la tenue d'une comptabilité générale et d'une comptabilité analytique distinguant chaque activité et valorisant les contributions à titre gratuit (locaux, personnels, etc.).

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine et des conditions juridiques d'occupation des locaux et du montant des loyers et charges locatives supportées.

....

Article 3 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

En contrepartie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la Caf s'engage à apporter :

- Sa contribution à l'élaboration d'un diagnostic partagé (cf. annexes 4 et 4 bis de la présente convention)
- Sa contribution à l'évaluation du projet initial (cf. annexes 6 et 6 bis de la présente convention)

Si la convention porte sur une aide financière soumise à conditions (barème, plafond, plancher et seuil d'exclusion), la Caf fait parvenir, chaque année au gestionnaire, les éléments actualisés, ainsi que les documents à compléter, nécessaires au versement de l'aide.

....

Article 4 - Le versement de la subvention

1. Les modalités de paiement

Le paiement s'effectue selon les dispositions précisées ci-après :

13

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Un acompte sera versé au cours du 1^{er} semestre de l'année. Il sera calculé sur la base de la Psej prévisionnelle, telle que calculée dans les annexes financières de ce contrat et ne pourra excéder 70 % de ce montant.

Le versement de la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse » (Psej) est effectué sous réserve des disponibilités de crédit et de communication des justificatifs.

2. Régularisation (en cas de versement d'acompte)

Sous réserve de réception dans les délais prévus à la présente convention des pièces justificatives mentionnées en son article 2.5 et suivants « Les engagements du (des) partenaire(s) et/ou du (des) partenaires employeurs – Au regard des pièces justificatives », la Caf procède au calcul des sommes réellement dues. Ce qui peut entraîner :

- un versement complémentaire dans la limite des montants forfaitaires prévus à la convention,
- la mise en recouvrement d'un indu.

Celui-ci est remboursé directement à la Caf ou fait éventuellement l'objet d'une régularisation sur les versements suivants.

L'absence de fourniture de justificatifs au 30 juin de l'année qui suit l'année du droit examiné peut entraîner le non versement du solde, voire la récupération des montants versés.

Le refus de communication de justificatifs peut entraîner la suppression du financement de la Caf et la récupération des sommes versées non justifiées.

....

Article 5 - Le suivi des objectifs, des engagements, l'évaluation des actions et le contrôle

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent sur la production annuelle de pièces justificatives détaillées dans l'article 2.5 et suivants « Les engagements du (des) partenaire(s) et/ou du (des) partenaires employeurs – Au regard des pièces justificatives » de la présente convention avant le 30 / Juin de l'année qui suit l'année du droit examiné lesquelles sont indispensables au suivi des objectifs prévus par la convention.

1. Le suivi des objectifs

Chaque année, avant le 31 octobre et au plus tard le 30 juin de l'année suivante (N+1), le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à fournir à la Caf, une information détaillée sur :

- Le calendrier des créations de places, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- Le calendrier des créations d'activités, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- Le taux d'occupation ou de fréquentation des différentes activités couvertes par la présente convention ;
- Le bilan annuel de la mise en œuvre progressive du programme de développement.

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à maintenir le niveau d'accueil existant avant le présent contrat « enfance et jeunesse », décrit en annexe 2 ci-après de la présente convention.

14

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

2. Le suivi des engagements et l'évaluation des actions

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi annuel réalisé en concertation avec le partenaire, le partenaire employeur signataire.

A cet égard, les signataires de la présente convention conviendront conjointement des modalités matérielles permettant la mise en place du suivi des engagements.

Ces modalités pourront prendre la forme d'une rencontre annuelle, d'une instance de coordination ou d'un comité de pilotage.

La Caf procède à l'évaluation des projets qu'elle soutient, dans le cadre d'une démarche partagée.

L'évaluation en fin de contrat a pour objet de rendre compte de la réalisation des objectifs et de l'efficacité du contrat « enfance et jeunesse ».

Elle permet l'analyse du fonctionnement des services financés par la Caf, telle que décrit en annexes 6 et 6 bis de la présente convention.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1- « L'objet de la convention », sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

3. Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le partenaire, le partenaire employeur doivent pouvoir justifier en permanence de l'emploi des fonds reçus auprès de la Caf.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres caf dans le cadre d'interventions mutualisées procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par la présente convention. Ces contrôles servent à vérifier, la justification des dépenses effectuées dans le cadre de cette convention sans que le partenaire, le partenaire employeur ne puissent s'y opposer.

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à mettre à la disposition de la Caf et, le cas échéant, de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, bulletins de salaires, comptabilité analytique, registre de présences, ressources des familles, facturation aux familles, autorisation ou avis du Conseil départemental précisant la capacité d'accueil de l'établissement, déclaration à la direction départementale de la cohésion sociale, organigramme, état du personnel, contrats de travail.

Outre la période conventionnelle, la Caf peut procéder à des contrôles sur les trois derniers exercices écoulés.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation des sommes versées.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

....

15

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention de financement est conclue du 01/01/2018 au 31/12/2021

La présente convention prend effet au jour de sa signature par l'ensemble des parties, jusqu'au 31 décembre 2021.

La présente convention ne peut pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

....

Article 7 - La révision des termes

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans cette convention.

....

Article 8 - Fin de la convention

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constataction d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « avenants » ci-dessus.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

16

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Annexe 1 : Tableau financier récapitulatif

Acquitté en PREFECTURE le 13/12/2018

21

Acquitté en PREFECTURE le 13/12/2018

Annexe 1 bis : Tableau financier récapitulatif

Annexe 2 : Situation de l'offre et perspectives de développement

Acquitté en PREFECTURE le 13/12/2018

Acquitté en PREFECTURE le 13/12/2018

Annexe 3 : Fiche(s) détaillée(s) par action

(Toute action bénéficiant d'un financement au titre du Cej, doit faire l'objet d'une fiche « annexe 3 »).

Annexe 4 : le diagnostic

a) L'analyse de l'évolution du contexte local

★ Données démographiques

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Population allocataire Caf et Msa	Connaître la proportion d'allocataires sur le territoire observé et son évolution.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'allocataires (bénéficiaires) Caf et Msa ; • Nombre de personnes couvertes Caf et Msa (comprend les allocataires et leur conjoint, les enfants et autres personnes à charge éventuellement) ; • Taux de couverture²
Nombre d'enfants d'allocataires Caf et Msa de 0 à 5 ans révolus et de 6 à 17 ans révolus	Connaître le nombre d'enfants d'allocataires répartis en fonction des 2 tranches d'âges ciblées et son évolution.	Parmi les enfants âgés de 0 à 17 ans révolus, déterminer le nombre et calculer la proportion des : <ul style="list-style-type: none"> • 0-5 ans révolus ; • 6-11 ans révolus ; • 12-17 ans révolus ; • 6-17 ans révolus.
Population allocataire de la Mutualité Sociale Agricole	Connaître le nombre d'allocataires MSA sur le territoire contractuel peut être intéressant, notamment lorsque la Msa est cocontractante.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'allocataires MSA ; • Taux de couverture MSA dans la population résidant sur le territoire contractuel

★ Structures familiales

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Nombre de ménages et situation familiale	Connaître la répartition des typologies familiales parmi les ménages, et notamment évaluer la proportion de familles monoparentales. Ces données peuvent orienter les schémas de développement.	Nombre de ménages et leur répartition par structure familiale (en %) à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • couples ; • ménages monoparentaux ; • Bénéficiaires de l'API

² Taux de couverture = (Nb de personnes couvertes Caf et Msa (allocataire, conjoint, enfant et autres personnes à charge issues BCA) / (population totale légale Insee résidant sur le territoire contractuel))

25

26

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Situation familiale et taille des familles allocataires	Évaluer la proportion de familles nombreuses, de familles monoparentales et de familles monoparentales nombreuses afin d'envisager d'éventuels risques de précarité et/ou d'exclusion	<ul style="list-style-type: none"> ➢ % allocataires avec enfants (familles) parmi l'ensemble des allocataires ; ➢ % familles allocataires nombreuses parmi les allocataires avec enfants ; ➢ % familles monoparentales avec 3 enfants ou plus parmi les allocataires isolés avec enfants.
---	---	--

➢ Activité professionnelle

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Taux d'activité de la population âgée de 25-49 ans par sexe	Avoir quelques indicateurs de la situation professionnelle des habitants du secteur étudié pour connaître leurs contraintes temporelles.	Parmi les 25-49 ans : <ul style="list-style-type: none"> - Taux d'activité féminine ; - Taux d'activité masculine. (Il s'agit de la population des allocataires et conjoint éventuel déclarant exercer une activité professionnelle ou être inscrit au chômage).
Répartition de la population par professions et catégories socio-professionnelles (PCS)	Étudier la mixité sociale du public accueilli dans les structures	Remarque : En 1982, il y a eu changement de nomenclature et donc de nomination. Désormais, il s'agit de répartition par PCS et non plus de répartition par catégories socio-professionnelles (CSP).
Parents en activité	Connaître le nombre de parents en activité sur le territoire contractuel peut être intéressant notamment lorsqu'une entreprise est cocontractante.	Nombre et proportion d'enfants de 0-5 ans révolus et 6-17 ans révolus dont les parents sont bi-actifs ou dont l'unique parent est actif.

★ Niveau des ressources

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Quotients familiaux	Connaître la répartition des familles allocataires en fonction des QF Cnal afin d'apporter des éléments en vue de la mise en place d'une politique tarifaire avec les partenaires et éventuellement d'envisager des accords pour l'installation de Foutil Cdaap.	Répartition des familles allocataires en fonction de catégories de QF. Ces-ci seront établies en fonction des caractéristiques de la population locale et éventuellement du règlement intérieur d'Action Sociale de la Caf. Les QF équivalents à 0 peuvent résulter d'informations non renseignées ou correspondent le plus souvent à des situations particulières (accueil d'urgence, etc.)

27

28

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

★ Dispositifs et projets urbanistiques

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Dispositifs et projets urbanistiques et d'aménagement du territoire	Connaître les dispositifs et projets urbanistiques envisagés sur le territoire étudié afin de posséder une vision d'ensemble du territoire sur lequel le contrat sera mis en œuvre et de tenter de garantir une cohérence entre les différentes actions liées à ces dispositifs.	Grand Projet de Ville (GPV) ; Grand Projet Urbain (GPU) ; Contrat de Ville ; Zone Urbaine Sensible (ZUS) ; Zone de revitalisation rurale (ZRR) ; Opération programmée d'amélioration d'habitat (OPAH) ; Plans locaux d'urbanisme ; Pôles d'excellence rurale

✱ Localisation de structures, équipements et services

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Etablissements scolaires 6-16 ans	Connaître le nombre et la localisation des différents équipements scolaires afin : - D'étudier l'éloignement ou la proximité des équipements scolaires pour les jeunes par rapport à leur domicile ; - De repérer les lieux de vie des enfants ; - De repérer les acteurs locaux ; - De connaître le nombre d'enfants inscrits et, si possible, la proportion d'enfants de la collectivité étudiée.	Etudier les établissements publics et privés : - Ecoles maternelles ; - Ecoles élémentaires ; - Collèges ; - Lycées et LEP ; - Etablissements spécialisés. Remarque : Les établissements primaires relèvent de la responsabilité de la commune, les collèges du conseil départemental, et les lycées du conseil régional.
Equipements sportifs	Connaître l'existence ou non, et la localisation des équipements sportifs afin : - D'en étudier la proximité ou l'éloignement pour la population locale ; - D'identifier des relais d'information ; - De découvrir des acteurs locaux susceptibles d'intervenir auprès des enfants et des jeunes.	Piscine, gymnase, terrains de sports, clubs sportifs, divers, etc.
Equipements culturels		Bibliothèque, ludothèque, médiathèque, cinéma, théâtre, etc.
Services de santé	Connaître l'existence ou non, et la localisation des services afin : - D'en étudier la proximité ou l'éloignement pour la population locale ; - D'identifier des relais d'information ;	Planning familial, professions libérales, etc.
Services administratifs		Bâtiments principaux, annexes, ou permanences de : Mairie, Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), Circonscription de Prévention d'Action Sociale (CPAS), Pmi, Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM), Caisse d'Allocations Familiales, etc.
Services s'adressant aux jeunes de plus de 16 ans	De découvrir des acteurs locaux susceptibles d'intervenir auprès des enfants et des jeunes.	Bureau d'Information de la Jeunesse (BIJ), PAJO, mission locale, Centre d'Information et d'Orientation (CIO).

29

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

✱ Vie économique

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Zones d'activités	Connaître l'existence ou non, et la localisation des zones d'activité et d'attractivité économique. Connaître les projets économiques pouvant influencer sur la vie sociale, les déplacements domicile-travail, etc.	Zone d'Activité (ZA) Zone Industrielle (ZI) Zone Commerciale (ZC) Contrats de développement relatifs à l'agriculture et à l'artisanat

b) L'analyse de l'offre de service existante

✱ Enfants âgés de 0 à 5 ans révolus

Etablissement d'accueil collectif relevant de l'article 2324-1 du code de la santé publique (crèche, multi accueil, halte-garderie)	- Nombre de places agréées Pmi (0-5 ans révolus) ; - Eaje = nombre d'actes théoriques correspondant à l'agrement Pmi ¹ ; - Service d'accueil familial = nombre d'actes théoriques conventionnés avec la Caf
Etablissement d'accueil collectif à fonctionnement parental relevant de l'article 2324-1 du code de la santé publique (crèche, multi accueil, halte-garderie)	- Nombre d'actes payés par les familles ; - Taux d'occupation = nb. Actes payés annuellement (h enfant) / nb. Actes théoriques ; - Prix de revient / heure enfant ; - Emplois concernés (ETP) ; - Soutien Caf (€) et Msa ;
Service d'accueil familial (crèches familiales) relevant de l'article 2324-1 du code de la santé publique	- Aide à l'investissement ; - Aide au fonctionnement : Pso, Ps = enfance et jeunesse s, fonds propres ; - Montant du reste à charge avant contrat
Accueil individuel par les assistantes maternelles agréées	- Nb. Assistantes maternelles en activité ; - Nb. Places théoriques auprès des assistantes maternelles indépendantes selon les agréments Pmi ; - Nb. D'enfants réellement accueillis ; - Nb. De bénéficiaires de l'Afama et du complément mode de garde Paye, contrat Caf/conseil départemental.
Bénéficiaire de l'aide de garde d'enfant à domicile (Agéd)	- Nb. De bénéficiaires de l'Agéd et du complément mode de garde Paye ; - Emplois concernés (ETP).

¹ Les actes théoriques = (amplitude d'ouverture annuelle) X (nombre de places agréées Pmi)

En cas d'agrement Pmi modifié, les actes théoriques = (amplitude d'ouverture) X (nombre de places agréées Pmi1) + (amplitude d'ouverture2) X (nombre de places agréées Pmi2) = etc.

30

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Relais assistantes maternelles (RAM)	- Nb. de RAM en ETP ; - Emplois concernés (ETP) ; - Nb. de bénéficiaires de l'Afama et du complément mode de garde de la Paye ; - Nb. Afama/Ram ; - Prix de revient annuel/ETP ; - Soutien Caf (€) ; - Aide à l'investissement ; - Aide au fonctionnement : Ps Ram, fonds propres, Ps Caf/Conseil départemental ; - Montant du reste à charge avant contrat.
Lieu d'accueil enfants-parents (LAEP)	- Nb. équipements ; - Amplitude d'ouverture annuelle ; - Prix de revient/h ouverture ; - Emplois concernés (ETP) ; - Soutien Caf (€) et Msa ; - Aide à l'investissement ; - Aide au fonctionnement : Ps Laep, fonds propres ; - Montant du reste à charge avant contrat.
Ludothèque (0-17 ans révolus)	

➤ Enfants jusqu'à 17 ans révolus

Accueil de loisirs vacances d'été	- Nb. De places déclarées Odcs ; - Nb. Actes conventionnés avec la Caf ² ;
Accueil de loisirs petites vacances	- Nb. d' Actes ouvrant droit à la Pso Aish ³ ;
Accueil de loisirs mercredi V88	- Taux d'occupation = Nb. D'actes ouvrant droit à la Pso Aish annuellement ; - (h enfant)/Nb. Actes conventionnés avec la Caf ;
Accueil de loisirs périscolaires déclarés Déjs	- Emplois concernés (ETP) ;
(les enfants couverts sont scolarisés)	- Prix de revient / actes ouvrant droit à la Pso Aish (h enfant) ; - Soutien Caf (€) et Msa ; - Aide à l'investissement ; - Aide au fonctionnement : Pso, fonds propres ; - Montant du reste à charge avant contrat.
Accueil périscolaire (Garderie périscolaire)	- Nb. d' Actes conventionnés avec la Caf ; - Nb. d' Actes payés ; - Taux d'occupation = Nb. Actes payés annuellement (h enfant) / Nb. Actes conventionnés avec la Caf ; - Emplois concernés (ETP) ; - Prix de revient/h enfant ; - Soutien Caf (€) et Msa ; - Aide à l'investissement ; - Aide au fonctionnement : Fonds propres ; - Montant du reste à charge avant contrat.

² Les actes conventionnés (Caf jeunesse enfance) = (amplitude d'ouverture annuelle relative dans la commune avec la Caf (en heures)) X (nombre de places conventionnées avec la Caf)

³ Taux d'occupation = (Nb. d'actes ouvrant droit à la Pso Aish) / (Nb. d'actes conventionnés avec la Caf (en heures))

31

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Séjour vacances été	- Nb. De places déclarées Odcs ; - Nb. D'actes conventionnés ² avec la Caf ; - Nb. D'actes payés ; - Taux d'occupation = Nb. Actes payés annuellement (jours enfants) / Nb. Actes conventionnés avec la Caf (jours enfants ou adolescents) ; - Emplois concernés (ETP) ; - Prix de revient/jour enfant ; - Soutien Caf (€) et Msa ; - Aide à l'investissement ; - Aide au fonctionnement : Pso, Fonds propres ; - Montant du reste à charge avant contrat.
Camp adolescents	
" Accueil de jeunes " déclaré Déjs	- Nb. De mineurs âgés de 14 ans ou plus déclarés Odcs ; - Nb. D'actes ouvrant droit à la Pso Aish ; - Nb. Annuel d'heures de présence de jeunes conventionnés avec la Caf ; - Taux moyen annuel d'occupation du service = Nb. Annuel ouvrant droit à la Pso Aish (heures jeunes) / Nb. Actes conventionnés avec la Caf (heures jeunes) ; - Prix de revient/ actes ouvrant droit à la Pso Aish (h jeunes) ; - Emplois concernés (ETP) ; - Soutien Caf (€) et Msa ; - Aide à l'investissement ; - Aide au fonctionnement : Pso ; - Montant du reste à charge avant contrat.

² Conventionnant les dépenses vacances été et les camps adolescents les actes conventionnés (Caf jeunesse enfance) = (amplitude d'ouverture annuelle relative dans la commune avec la Caf (en heures)) X (nombre de places conventionnées avec la Caf)

32

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Annexe4bis : Le diagnostic

Le diagnostic local s'inscrit en cohérence avec celui effectué au titre du schéma départemental des services aux familles. L'utilisation au minimum des critères de diagnostic ci-dessous est requise par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf).

Le diagnostic doit apporter des éléments de connaissance ciblés autour d'un socle commun de données déterminées par la Cnaf sur les points suivants :

- l'évolution du contexte local et des besoins ;
- l'analyse des besoins actuels et s'inscrivant sur le moyen et long terme ;
- l'analyse de l'offre existante ;
- l'analyse des partenariats existants ou pouvant être développés ;
- le sens du projet s'inscrivant dans le cadre plus large d'une politique familiale territoriale.

a) L'analyse de l'évolution du contexte local

Cette analyse porte sur la population résidant sur le territoire contractuel. S'il existe un projet d'entreprise, l'analyse portera également sur la population en activité de cette entreprise, qu'elle réside ou non sur le territoire contractuel. Elle recense :

- les données démographiques ;
- les typologies familiales ;
- le niveau de ressources des familles ;
- l'urbanisme et l'habitat ;
- les équipements et services ;
- la vie économique locale.

b) L'analyse de l'offre de service existante

L'analyse de l'offre existante nécessite deux phases préparatoires.

La première phase vise à renseigner les éléments portant sur la capacité d'accueil, le prix de revient, le taux d'occupation ou de fréquentation, la participation financière de la Caf et du cocontractant, le profil des bénéficiaires et la hauteur de leur participation financière.

La seconde phase consiste à analyser le fonctionnement des services existants et prend en compte les éléments suivants :

- accessibilité aux familles : site d'implantation, amplitude d'ouverture, horaires, tarification, etc. ;
- pertinence du projet au regard de l'environnement et des usagers ;
- composition et qualification de l'équipe socio-éducative ;
- place donnée aux familles dans l'expression des besoins et dans le fonctionnement des équipements ou services ;
- niveau de satisfaction des parents et le cas échéant des jeunes à relier avec le taux d'occupation ou de fréquentation du service ;

33

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

- qualité du partenariat avec la Caf (partenariat d'action, suivi administratif, pièces justificatives, etc.).

Au terme de cette analyse, le service rendu aux familles par l'offre existante pourra être apprécié au regard des besoins et des moyens mobilisés. Il est nécessaire de procéder avec précision à la description et à l'analyse de l'offre existante pour chaque action pouvant bénéficier de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej). Cette précision permettra en cas de difficulté de rajuster le montant de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) en cas de non maintien partiel ou total de l'existant.

Le socle d'indicateurs quantitatifs déterminé par la Cnaf figure dans deux tableaux présentés en annexe 4 de la présente convention.

Le premier tableau est consacré à l'accueil des enfants âgés de 0 à 5 ans révolus. Le second tableau porte sur l'accueil des enfants jusqu'à 17 ans révolus.

La répartition de l'offre existante avant contrat fera l'objet d'une cartographie précise afin de mettre en évidence le développement de l'offre en fin de période contractuelle.

L'analyse qualitative du fonctionnement des services existants tiendra compte des éléments suivants :

- accessibilité aux familles : site d'implantation, amplitude d'ouverture, horaires, tarification, etc. ;
- pertinence du projet au regard des caractéristiques de l'environnement (social, économique, géographique etc.) et des besoins des usagers du service ;
- qualification et taux d'encadrement de l'équipe socio-éducative ;
- place donnée aux familles dans l'élaboration et la mise en place des projets ;
- niveau de satisfaction des parents et le cas échéant des jeunes ;
- évolution du taux d'occupation ou de fréquentation ;
- prix de revient horaire ou journalier du service comparé avec la moyenne départementale ;
- qualité du partenariat avec la Caf (partenariat d'action, suivi administratif, pièces justificatives ...).

Il est important :

- d'apprécier la participation financière du (des) cocontractant(s), le profil des bénéficiaires, la participation financière des familles, notamment en ce qui concerne les établissements et services d'accueil relevant du décret du 1er août 2000 ;
- de porter une attention particulière au contenu des actions proposées : activités scientifiques et techniques, actions liées à l'environnement, à la solidarité, aux nouvelles technologies.

c) L'analyse des besoins : une démarche concertée

La mise en place d'un comité de pilotage du contrat est préconisée car elle permet d'analyser l'ensemble des informations quantitatives et qualitatives recueillies auprès des familles, des jeunes, des structures, des partenaires et de confronter différents points de vue. Son animation peut être confiée à un coordonnateur.

34

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Les conclusions dégagées par le diagnostic doivent permettre de confronter l'adéquation entre l'offre, les besoins et les moyens mobilisables par les partenaires de la Caf. Sur cette base, les futurs contractants et la Caf peuvent s'accorder sur les orientations à prendre en fonction des besoins à satisfaire et des moyens disponibles. Pour être opérationnelles, ces orientations sont à transformer en objectifs. La formulation des objectifs doit rendre possible la mesure et l'évaluation des résultats attendus (cf. annexes 6 et 6 bis de la présente convention).

Au terme du diagnostic seront formulés :

- les enseignements de l'état des lieux, les priorités soulignées par le diagnostic ;
- les priorités retenues par la commune au regard des moyens financiers disponibles ;
- le sens global du projet ;
- les objectifs pour la période contractuelle et les résultats attendus (chiffrés pour les objectifs quantitatifs) ;
- le plan d'actions ;
- le processus d'évaluation.

35

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Annexe 5 : Les prix plafonds

ACCUEIL ENFANCE	PRIX PLAFONDS (en €)
Accueil collectif 0-moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Accueil familial et parental 0 - moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Micro crèche* 0-moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Relais assistants maternels	44 254 €/ an et par ETP de fonctionnement
Lieu d'accueil enfants-parents	59,46 €/heure d'ouverture
Ludothèques	20€/ heure d'ouverture
PILOTAGE ENFANCE	
Poste de coordination	48 000€/ETP
« Diagnostic initial »	10 000€/contrat
Ingénierie	55% du coût de l'action dans la limite des 85/15
ACCUEIL JEUNESSE	
Accueil de loisirs vacances été	4€/ heure enfant
Accueil périscolaire	3€/ heure enfant
Séjour vacances été	40€/ journée enfant
Séjour petites vacances	40€/ journée enfant
Camp adolescents	40€/ journée adolescent
Accueil jeunes déclaré Odes	4€/ heure jeune
PILOTAGE JEUNESSE	
Poste de coordination	48 000€/ETP
Formation Bafa, BAfd	1600 € - Stagiaire
« Diagnostic initial »	10 000€/contrat
Ingénierie	55% du coût de l'action dans la limite des 85/15

* Relevant de l'article R2124-17 du code de la Santé Publique.

* Relevant de l'article R2124-17 du code de la Santé Publique.

36

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Indicateurs	Statut au 01/01/2023	Année	Prévisions au 31/12/2023	Observations
<input type="checkbox"/> VOUTU / NANCIE <input type="checkbox"/> VOUTU / NANCIE				
Autres				
Etat d'urgence / Etat d'urgence				
Statut de résidence		<input type="checkbox"/> Continuée <input type="checkbox"/> C2H <input type="checkbox"/> Hospitalisé		
Caractéristiques de l'offre				
Nombre de places en agresseurs PHS (1 an)				
Nombre de places en convalescents avec la Caf (hors cas de licenciement)				
Prix au mètre à l'acte		<input type="checkbox"/> = au prix plafond Caf <input type="checkbox"/> = au prix plafond Caf <input type="checkbox"/> = au prix plafond Caf <input type="checkbox"/> = au prix plafond moyen départemental <input type="checkbox"/> = au prix plafond moyen départemental <input type="checkbox"/> = au prix plafond moyen départemental		
Cash de fonctionnement annuel (€)				
Montant annuel de versement à la Caf de la somme (€)				
Taux de recouvrement		<input type="checkbox"/> = au taux de recouvrement Caf <input type="checkbox"/> = au taux de recouvrement Caf <input type="checkbox"/> = au taux de recouvrement moyen départemental <input type="checkbox"/> = au taux de recouvrement moyen départemental <input type="checkbox"/> = au taux de recouvrement moyen départemental		
Intégration de l'ensemble des données		<input type="checkbox"/> = 0 à 100% <input type="checkbox"/> = 0 à 100% <input type="checkbox"/> = 0 à 100%		
Intégration de l'ensemble des données		<input type="checkbox"/> = 0 à 100% <input type="checkbox"/> = 0 à 100% <input type="checkbox"/> = 0 à 100%		
Intégration de l'ensemble des données		<input type="checkbox"/> = 0 à 100% <input type="checkbox"/> = 0 à 100% <input type="checkbox"/> = 0 à 100%		
Intégration de l'ensemble des données		<input type="checkbox"/> = 0 à 100% <input type="checkbox"/> = 0 à 100% <input type="checkbox"/> = 0 à 100%		

Activité en PREFECTURE le 13/12/2013

[illegible]

10

Activités	Résultats obtenus les jours prévus en laj	Résultats obtenus au terme de laj	Série d'activités
A Capacité d'accueil	Objectif d'accueil Nombre de place et si service présent		
B Prix de revient et moyenne départementale	Objectifs de % de structures dans le prix de revient et du coût moyen au prix de revient standard Pourcentage des structures dont le prix de revient est inférieur ou égal au prix de revient standard		
C Taux d'intégration	Taux d'intégration cible Taux d'intégration moyen Pourcentage de structures dont le taux d'intégration est inférieur ou égal à l'intégration cible		
D Politique tarifaire	Pourcentage de structures appliquant un barème modifié en fonction des ressources des familles		
E Niveau de qualification et taux d'encadrement	Objectifs par % de structures dans le niveau de qualification et supérieur ou égal aux normes réglementaires. Objectifs par % de structures dont le taux d'encadrement est supérieur ou égal aux normes réglementaires Pourcentage de structures et dans le niveau de qualification moyen est supérieur ou égal aux normes réglementaires Pourcentage de structures dont le taux d'encadrement moyen est supérieur ou égal aux normes réglementaires Pourcentage de structures programmant des temps de formation dans leur projet de fonctionnement Pourcentage de structures envisageant des temps de formation dans leur mode de fonctionnement		
F Disponibilité de l'équipe	Objectif de structures F1 d'attribution régulière supérieure ou égale à 80% par jour Pourcentage de structures dont la disponibilité hebdomadaire d'enseignants est supérieure ou égale à 9 heures par jour		
G Appointement de l'équipe	Objectif de ne différencier d'un montant selon les tranches d'âge Pourcentage de structures dont le point indicatif est inférieur une différence d'activité selon les tranches d'âge		
H Place donnée aux parents dans l'établissement et le suivi en place des projets	Objectif de % de structures ayant impliqué les parents dans l'élaboration de leur projet Pourcentage de structures ayant impliqué les parents dans l'état actuel de leur projet éducatif Formes prises par ces implémentations		
I Recours d'un public ciblé	Objectifs sur les actions en urgence et les actions d'urgence handicapées Pourcentage de structures affectant des indicateurs en situation de handicap Pourcentage de structures ayant effectué un suivi d'urgence		

19

Acquitté en PREFECTURE le 13/12/2018

* *Surveys collected, analyzed and reported 10-11 April; compare survey-estimates, 2 April 1999, actual deaths, actual de number, actual percentage, compare data, values.*

Prérogative	Universalité	Adaptabilité	Qualité
<u>Stratégie d'accompagnement</u>			
Favoriser le développement de l'offre d'insertion	• Coopération d'insertion		
Faciliter l'offre d'insertion		<ul style="list-style-type: none"> • Pas de report et marche à l'arrière • Faire d'accompagnement • Partage temps • Assurer d'un public cible 	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de qualification et d'accompagnement
Développer des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands		<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de l'offre 	<ul style="list-style-type: none"> • Diversité de l'offre • Place donnée au public dans l'insertion et la mise en garde des

45

Annexe 6 bis : L'évaluation

Le périmètre de l'évaluation recouvre le suivi et l'analyse :

- des actions prévues au contrat : qualité de l'offre de service, capacité d'accueil, prix de revient, taux d'occupation, participation financière du contractant, profil des bénéficiaires, participation financière des familles ;

- des objectifs du contrat ;

- des effets du contrat au regard des besoins repérés sur le territoire : écart entre l'offre et la demande, population couverte, la mise en œuvre des critères de sélectivité sur le territoire de la Caf, service rendu au regard du niveau de satisfaction des parents et, le cas échéant, des jeunes.

Chaque période de contrôle, d'analyse des bilans intermédiaires et de bilan final doit être préalablement fixée.

Niveau	Calendrier de suivi
1 ^{er} niveau : Evaluer la réalisation et le fonctionnement des actions inscrites au contrat	Annuel
2 ^{ème} niveau : Evaluer les objectifs du contrat	Au terme du contrat
3 ^{ème} niveau : Evaluer les effets du contrat sur le territoire	Au terme du contrat

1) Evaluer les engagements du contrat : une démarche à 3 niveaux

1 ^{er} niveau : Evaluer la réalisation et le fonctionnement des actions inscrites au contrat	Le suivi des actions est effectué au moyen d'outils de recueil de données nécessaires au suivi quantitatif des actions (tableau de bord, grille de suivi, d'observation, etc.) et d'indicateurs de suivi : échéance, nombre de places d'accueil, de services, de postes de coordinateurs créés, taux d'occupation ou de fréquentation, dépense prévisionnelle et réelle, prix de revient, etc.
2 ^{ème} niveau : Evaluer les objectifs du contrat	Deux objectifs : <ul style="list-style-type: none"> Favoriser le développement et améliorer l'offre d'accueil ; Contribuer à l'épanouissement de l'enfant, du jeune et à leur intégration dans la société par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation, pour les plus grands.
3 ^{ème} niveau : Evaluer les effets du contrat sur le territoire	Une finalité : Harmoniser la réponse aux besoins des familles par un soutien institutionnel aux territoires les moins bien servis, dans un souci d'équité territoriale et sociale, et dans la continuité des directives relatives aux critères de sélectivité.

41

Acquitté en PREFECTURE le 13/12/2018

2) Evaluation des effets du contrat sur le territoire

La démarche de contractualisation s'inscrit dans le cadre plus large d'une politique familiale territoriale visant à harmoniser la réponse aux besoins des familles par un soutien institutionnel aux territoires les moins bien servis, dans un souci d'équité territoriale et sociale, et dans la continuité des directives relatives aux critères de sélectivité. Afin d'évaluer les effets de cette politique sur le territoire en fin de contrat, la Caf devra procéder à la réalisation d'investigations visant à :

- Actualiser les données (4) relatives au contexte local et aux besoins.

Cette analyse porte sur la réactualisation des données de diagnostic, portant notamment sur la population résidant sur le territoire contractuel.

- Mesurer la réponse aux besoins repérés sur le moyen et long terme.

Au terme de cette analyse, le service rendu aux familles par l'offre existante devra être apprécié au regard des besoins et des moyens mobilisés. La répartition de l'offre existante avant contrat peut faire l'objet d'une cartographie précise afin de mettre en évidence le développement de l'offre en fin de période contractuelle.

Analyser les partenariats existants et développés.

4 Données relatives au contexte local et aux besoins

Les données démographiques	Population allocataire / nombre d'enfants d'allocataires de 0 à 5 ans révolus et de 6 à 17 ans révolus / population allocataire de la Mutualité sociale agricole
Les typologies familiales	Nombre de ménages et situation familiale Situation familiale et taille des familles allocataires
L'activité professionnelle	Taux d'activité de la population âgée de 25-49 ans par sexe
	Répartition de la population par professions et catégories socioprofessionnelles (Pcs) / parents en activité
Le niveau de ressources des familles	Quotients familiaux
L'urbanisme et l'habitat	Dispositifs et projets urbanistiques et d'aménagement du territoire
Les équipements et services	Etablissements scolaires 6-16 ans / équipements sportifs / équipements culturels / services de santé / services administratifs / services s'adressant aux jeunes de plus de 16 ans
La vie économique locale	Zones d'activité

42

Acquitté en PREFECTURE le 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise: Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux: Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave: Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas: Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux: Bernard MONNET Le Beaucet: François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat: Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène: Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène: Christian RIPERT Saint Didier: Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols: Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron: André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette: Jean-Alain MAZAS Vacqueyras: Jean-Marie GRAVIER Venasque: Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS: Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°203-18

Objet : organisation et tarification des stages d'hiver de l'école intercommunale des sports

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°203-18

Objet : organisation et tarification des stages d'hiver de l'école intercommunale des sports

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe conférant l'intérêt communautaire au dispositif d'École Intercommunale des Sports,

Considérant qu'il convient de réorganiser les stages d'hiver de l'École Intercommunale des Sports,

Vu l'avis de la commission actions éducatives du 18 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la petite enfance et aux actions éducatives,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ADOPTER la nouvelle organisation des stages d'hiver et la tarification des séjours en pension complète

Semaine 1		Semaine 2	
Accueil de 60 enfants répartis selon année de naissance		Accueil de 60 enfants répartis selon année de naissance	
Année de naissance 2010 à 2012 (36 places)	Année de naissance* 2008 à 2009 (24 places)	Année de naissance 2008 à 2012 (36 places)	Année de naissance* 2004 à 2007 (24 places)
Activités : équitation, escalade, trottinette, cirque...	Séjour ski en centre d'hébergement en pension complète dans les Alpes	Activités : équitation, escalade, trottinette, cirque...	Séjour ski en centre d'hébergement en pension complète dans les Alpes
66 euros / stage (2018/2019) 72 euros / stage (2019/2020) 4 jours d'activités (8h30-17h30) (délibération n° 139-18)	290 euros / stage 5 jours d'activités avec nuitées	66 euros / stage (2018/2019) 72 euros / stage (2019/2020) 4 jours d'activités (8h30-17h30) (délibération n° 139-18)	290 euros / stage 5 jours d'activités avec nuitées

* : années de référence pour les stages de l'hiver 2019

Article 2 : DE PRÉCISER que les recettes correspondantes sont inscrites à l'article SPO / 4142 / 70631

Transmis en Préfecture le : 13 DEC 2018
Publication par affichage le : 13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,



Exécutoire le :

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise: Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux: Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave: Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS: Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°204-18

Objet: Atelier Santé Ville de la CoVe : renouvellement de la convention partenariale avec l'Etat, la ville de Carpentras et le centre hospitalier de Carpentras

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°204-18

Objet: Atelier Santé Ville de la CoVe: renouvellement de la convention partenariale avec l'Etat, la ville de Carpentras et le centre hospitalier de Carpentras

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de politique de la ville,

Vu la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le Contrat de Ville signé le 30 juin 2015,

Vu l'objectif de l'Atelier Santé Ville conforme aux orientations du Contrat de Ville 2015/2020,

Vu le projet de renouvellement de la convention relative à l'atelier santé ville, élaboré en partenariat entre la CoVe, la ville de Carpentras et le centre hospitalier de Carpentras,

Vu l'avis de la commission politique de la ville du 28 novembre 2018,

Entendu le rapport de la vice-présidente déléguée à la politique de la ville,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le renouvellement de l'Atelier Santé Ville dans les conditions prévues par la convention-cadre annexée à la présente délibération,

Article 2 : DE PRÉVOIR la participation financière de la CoVe à hauteur de 15 000€ durant 2 années (2019 et 2020),

Article 3 : DE PRÉCISER que la dépense est inscrite sur le compte 6574 / 824/ POL du budget principal.

Article 4 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le : 13 DEC 2018

Exécutoire le : 13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

CONVENTION CADRE
RENOUVELLEMENT 2019/2020
ATELIER SANTÉ VILLE

Cette convention est destinée à définir les objectifs et les moyens du partenariat entre :

L'État, représenté par Monsieur Bertrand GAUME, Préfet de Vaucluse,

La Ville de Carpentras représentée par le Maire en exercice Monsieur Serge ANDRIEU,

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin représentée par la Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville, Madame Anne-Marie BARDET,

Le Centre Hospitalier de Carpentras représenté par son directeur, Monsieur Alain DE HARO,

concernant le renouvellement des missions confiées à l'Atelier Santé Ville dans le cadre du Contrat de Ville 2015-2020 de la CoVe.

PRÉAMBULE:

Les inégalités sociales et territoriales de santé sont un enjeu crucial et préoccupant des politiques publiques.

Inscrits dans les Contrats de Ville et les Programmes Régionaux pour l'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS), l'Atelier Santé Ville vise à réduire les inégalités sociales et territoriales en matière de santé et à améliorer l'accès aux soins et à la prévention des personnes en situation de précarité, le tout en favorisant la co-construction du projet entre habitants et professionnels.

Il constitue un espace de coordination.

La valeur de l'ASV peut alors dépasser le seul public ciblé au début du projet et apporter une plus-value à l'ensemble de la population.

Faire ensemble pour mieux faire, pour faire plus juste, pour faire au plus près : telle est l'ambition d'un atelier santé ville.

Les objectifs stratégiques, listés dans le référentiel des ASV sont notamment :

- Améliorer la connaissance de la situation du territoire en matière de santé.
- Développer le partenariat et le travail en réseau
- Favoriser l'accès aux soins et à la prévention.
- Agir pour la continuité et le développement de l'offre de soins.
- Développer la participation active des habitants dans la réalisation d'actions de santé.
- Renforcer les compétences des acteurs locaux et l'information en matière sociale ou de santé.

ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC INITIAL :

Lors de l'élaboration du contrat de ville CoVe 2015-2020, les problématiques de santé sont apparues de manière récurrente chez de nombreux opérateurs.

Des besoins d'accompagnement et de coordination dans ce domaine ont été relevés par le Programme de Réussite Éducative sur la santé physique des enfants et de l'environnement familial, par les chefs d'établissements sur l'approche psychologique des élèves en prévention du décrochage scolaire, par la Mission Locale dans la préparation des jeunes à la recherche d'un emploi ou d'une formation, par l'association RHESO à travers entre autre l'ouverture de son accueil de jour pour les femmes victimes de violences, par le Point Accueil et Écoute jeune « le passage » sur le mal être des jeunes et de leur famille, par le PNRQAD sur l'habitat indigne, par le Planning familial, par les centres de formation, et d'autres encore.

C'est presque la totalité des associations qui accueillent des personnes en difficulté sociale et/ou professionnelle qui se retrouve confrontée à des thématiques relevant de la santé, bien souvent à l'origine des autres problèmes de ces populations.

Certains opérateurs ont fait part des difficultés à orienter les publics sur les différents acteurs ou opérateurs de la santé par manque d'information, mais également par manque de relais.

C'est dans ce contexte qu'une première convention cadre a été signée le 18 décembre 2015 entre l'Etat, la Communauté d'agglomération Ventoux comtat Venaissin, la ville de Carpentras et le Centre hospitalier de Carpentras.

ELEMENTS DE BILAN DE LA PREMIERE CONVENTION CADRE

Cette première convention a permis la réalisation d'un diagnostic local de santé partagé, la mise en œuvre d'un plan local de santé publique ainsi que l'appui à la mise en place et le suivi d'un grand nombre d'actions sur la ville.

Le diagnostic local de santé partagée réalisé en 2016 a mis en évidence plusieurs priorités :

- une demande de la part des professionnels de travailler en réseau et d'avoir accès à un annuaire des structures ressources
- l'amélioration de l'information et la communication sur les actions existantes
- la nécessité d'assurer un suivi de la démographie médicale et paramédicale du territoire
- le renforcement de la prise en charge des personnes souffrant d'addiction(s) sur le territoire
- le développement des actions existantes
- le développement du programme national de soutien aux familles et à la parentalité en vue de renforcer les compétences psychosociales des familles.

L'ASV a coordonné, en lien avec les opérateurs de terrain, la mise en place de plusieurs actions d'information, sensibilisation et animation autour de la santé parmi lesquelles :

- des ateliers nutrition et estime de soi animés par la maison de santé en 2017 à destination des adultes dans les centres sociaux
- la réorganisation de l'action de prévention hygiène bucco-dentaire par l'UFSDB et la CPAM pour les élèves de CP des écoles rep et rep+
- la mise en œuvre du Programme de soutien aux familles et à la parentalité pour 10 familles avec les 2 centres sociaux
- l'organisation de deux forums santé jeunes avec le Point information jeunesse et la Mutualité française
- la mise en place de réunions d'informations à destination des femmes enceintes à la maternité de Carpentras
- l'action Sport santé développée sur les QPV par l'OMS pour les personnes atteintes de maladie chronique
- l'organisation d'une réunion de présentation des dispositifs de l'assurance maladie (PUMA, CMU-C, ACS) par la cellule ACCES de la CPAM à destination des partenaires sociaux du territoire
- l'organisation d'une réunion d'information et de sensibilisation sur la contraception à destination des partenaires relais du territoire
- un appui à la mise en place d'actions de prévention sur l'utilisation des écrans numériques à destination des élèves en primaire et au collège avec Horizon Multimedia
- la mutualisation d'un annuaire des structures ressources accessible par le site internet du CODES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

COORDINATION DE L'ATELIER SANTÉ VILLE

Le poste de Coordinateur :

Dans la continuité des dynamiques et des actions engagées, le coordonnateur assurera le suivi et la mise en œuvre des actions répertoriées dans le plan local de santé publique 2018 – 2020.

La coordination des actions et des ressources sur le territoire implique une bonne connaissance des différents acteurs présents. Ceux-ci appartiennent aux secteurs social, éducatif, sanitaire, communaux, de l'insertion et du logement.

Il ne s'agit pas d'entretenir des relations avec l'ensemble de ces professionnels et institutions, mais de développer une compétence transversale permettant de légitimer les démarches, dégager les synergies partenariales et développer les interfaces.

En effet, l'une des principales difficultés est la dispersion des acteurs et le manque de visibilité des ressources.

Les professionnels et a fortiori les habitants ne sont pas toujours au courant des possibilités d'aide et des prestations existantes au sein de la commune.

Ce travail d'analyse de ressources locales est généralement engagé par le coordinateur, il consiste à repérer l'éventail des ressources.

ARTICLE 2 : PORTAGE DU POSTE DE COORDINATEUR

Le poste de coordinateur sera intégré dans les effectifs du Centre Hospitalier de Carpentras durant la durée de la convention.

Une convention de mise à disposition entre le Centre Hospitalier de Carpentras et la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin sera élaborée pour préciser les conditions de la mise à disposition du coordinateur, sa position hiérarchique et fonctionnelle au sein de la CoVe, la localisation, le suivi et l'évaluation du travail réalisé, les modalités de remboursement des salaires et charges et allocations de retour à l'emploi à la charge du Centre Hospitalier de Carpentras, les modalités de prise en charge du traitement d'un éventuel contentieux et de toutes ses conséquences.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La durée de la présente convention est adossée à la date de fin de l'actuel Contrat de Ville de la COVE. Elle porte donc sur la période allant du 1^{er} Janvier 2019 au 31 Décembre 2020.

ARTICLE 4 : DETERMINATION DU COUT DE L'ACTION

Le budget prévisionnel de l'action s'établit à 46 500€ pour le salaire annuel chargé et autres charges du poste de coordinateur de l'ASV.

Lors de la mise en œuvre du projet l'organisme contractant peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre nature de charges telles que les achats, les locations, les dépenses de publication, les charges de personnel, les frais de déplacement. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles, ne doit pas affecter la réalisation du projet et ne doit pas être substantielle.

ARTICLE 5 : FINANCEMENT DU POSTE DE COORDINATEUR ASV

Les partenaires s'engagent pendant la durée de la convention à cofinancer le poste de coordinateur porté par le Centre Hospitalier selon les participations annuelles suivantes :

Ville de Carpentras	10 000,00 €
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin	15 000,00 €
État	21 500,00 €

ARTICLE 6 : SPECIFICITE DE LA PARTICIPATION DE L'ETAT

L'Etat a conclu avec l'hôpital de Carpentras une convention pluriannuelle d'objectifs qui prévoit un subventionnement de l'ASV à hauteur de 25 000 € par an pour les années 2017 à 2019 sur la base d'un temps complet.

Pour 2019, le temps de travail de la chargée de mission passe à 0.8 ETP, rémunéré à 86% : l'Etat versera 86% de 25 000€ soit 21 500€.

A compter de 2020, une nouvelle convention d'objectifs Etat/Hôpital sera conclue dans le cadre des nouvelles dispositions relatives à la politique de la ville.

ARTICLE 7 : SUIVI DU DISPOSITIF ET EVALUATION

Le suivi du dispositif ASV et son évaluation seront réalisés dans le cadre d'un Comité Technique mis en place à cet effet et composé de représentants des différents partenaires financiers du projet.

Le Comité Technique se réunira deux fois par an.

Le pilotage du dispositif sera réalisé par le Comité de Pilotage du Contrat de Ville.

ARTICLE 8: REGLEMENT DES CONFLITS

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Carpentras le

Monsieur le Préfet de Vaucluse
Par délégation,

Pour le président de la communauté
d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
La vice-présidente déléguée à la politique de la ville

Bertrand Gaume

Anne-Marie Bardet

Monsieur le Directeur du centre hospitalier
de Carpentras

Monsieur le Maire de Carpentras

Alain De Haro

Serge Andrieu

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOUE à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°205-18

Objet : tarif des prestations des services techniques pour l'année 2019

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°205-18

Objet : tarif des prestations des services techniques pour l'année 2019

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le schéma de mutualisation des services entre la CoVe et ses communes membres, et les conventionnements subséquents entre la CoVe et ses communes membres notamment pour des mises à dispositions de services et/ou de moyens des services techniques de la CoVe au profit de ces dernières,

Considérant l'actualisation des coûts réels des prestations fournies dans ce cadre,

Vu l'avis des commissions voirie, travaux et services techniques ainsi que gestion des déchets, en date du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la voirie, aux travaux et aux services techniques,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'ADOPTER les tarifs des travaux des prestations des services techniques pour l'année 2019 :

Prestations Voirie (unité horaire sauf précision)	Tarifs 2019
Heure normale (1 agent)	31,60€
Heure supplémentaire (1 agent)	35,40€
Tracto-pelle (y compris 1 conducteur)	59,70€
Niveleuse (y compris 1 conducteur)	56,40€
Débroussailleuse (y compris 1 conducteur)	52€
Forfait débroussaillage si intervention < 5 h	262€
Mini-pelle (y compris 1 conducteur)	47,80€
Balai mécanique (y compris 1 conducteur)	45,15€
Rouleau compresseur (y compris 1 conducteur)	42,20€
Nacelle (y compris 1 conducteur)	57,30€
Camion > 3.5 T dont ampliroll (y compris 1 conducteur)	54€
Camion < 3.5 T (y compris 1 conducteur)	44,50€
Eclairage lumineux* (prix par point lumineux contrôlé, comprenant un forfait main d'œuvre et déplacement)	2,30€
Peinture routière le mètre carré (m2)	14,40€

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Peinture routière le mètre linéaire (ml)	1,10€
Pré marquage le mètre linéaire (ml)	0,42€
Forfait déplacement peinture routière	500€
Bicouche (m2)	7€
Imprégnation (m2)	3,20€
Emplois partiels -2 camions (tonne)	2140€
Emplois partiels – Equipement (PAT)	1658,5€
Nettoyeur Haute Pression (y compris 1 conducteur)	62€
Balayeuse 4 m3 (y compris 1 conducteur)	79,30€

Prestations Gestion des déchets (unité horaire sauf précision)	Tarifs 2019
Benne Ordures Ménagères (y compris 1 conducteur)	79€
Forfait caisse à végétaux (pour mise en place et enlèvement)	116€
Traitement des végétaux des professionnels en composterie (tonne)	44€
Traitement des végétaux des professionnels hors territoire	82€
Plastiques agricoles (impropres au recyclage) m3	40€
Evacuation des déchets de balayage de voirie et des marchés forains (la tonne)	138,50€
Prestation broyage des végétaux à domicile pour un volume de 1 à 6 m3	40€
Frais de capture des animaux errants	70€

*Il est à noter que le tarif applicable aux communes pour le contrôle des points lumineux ne comprend pas le coût des prestations engagées sur les réparations exigibles, lequel prendra en compte la location de la nacelle, le coût des deux agents qui interviendront sur site et celui du matériel remplacé.

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD- Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD- Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°206-18

Objet : renouvellement de la convention avec la commune de Caromb pour le partage des frais de la chaudière

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°206-18

Objet : renouvellement de la convention avec la commune de Caromb pour le partage des frais de la chaudière

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant la mutualisation du système de chauffage de l'école maternelle communale de Caromb et de la crèche intercommunale « Capucine »,

Vu la délibération 05-08 du 12 février 2008 afférente à la convention financière entre la CoVe et la commune de Caromb pour le remboursement des frais engagés par l'intercommunalité pour le chauffage mutualisé de deux équipements communaux et intercommunaux dont le terme est arrivé,

Considérant qu'il convient de renouveler le conventionnement réglant les modalités techniques et financières du partage du système de chauffage,

Vu le projet de convention à cet effet, annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission voirie, travaux et services techniques en date du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la voirie, aux travaux et aux services techniques,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER et d'autoriser le président à signer la convention avec la commune de Caromb pour le partage des frais de la chaudière commune à leurs équipements respectifs.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 70875 fonction6416 du service bâtiments,

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018



CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIERE CONCERNANT LE SYSTEME DE CHAUFFAGE MUTUALISE DE LA CRECHE INTERCOMMUNALE CAPUCINE ET DE L'ECOLE MATERNELLE DE CAROMB

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, dont le siège est situé au 1171 avenue du Mont Ventoux à Carpentras, représentée par son Président, Monsieur Guy Rey, autorisé à signer cette convention par délibération prise en Conseil de Communauté du 10 décembre 2018,

Ci-après dénommée « la COVE »

ET

La commune de Caromb, sise 141 avenue du grand jardin à Caromb, représentée par son maire, Monsieur Léopold Meynaud, autorisé à signer cette convention par délibération prise en conseil municipal en date du

PRÉAMBULE :

La crèche intercommunale Capucine et l'école maternelle communale situées quartier Petit Bec à Caromb disposent d'un système de chauffage commun. Le réseau de chaleur ainsi constitué est alimenté par une chaudière bois situé dans la chaufferie de la crèche et d'une chaudière au fioul située dans l'école maternelle.

Le chauffage utilisé à titre principal est alimenté par la chaudière à bois auquel se substitue le chauffage au fioul en cas de dysfonctionnement.

Article 1 : Objet de la convention

La CoVe assurant les frais de maintenance préventive, curative et l'approvisionnement des plaquettes bois pour alimenter le système de chauffage principal, il convient de définir les modalités de remboursement de ces frais, par la commune de Caromb dans le respect d'une consommation proratisée, convenue de concert.

Par ailleurs, en cas de dysfonctionnement du système de chauffage principal, la commune de Caromb fait bénéficier la crèche du chauffage au fioul dont elle dispose dans l'école maternelle et refacture de son côté les frais engagés à la CoVe, au prorata de la surface chauffée.

Article 2 : obligations de la CoVe

La CoVe a en charge le bon fonctionnement de la chaufferie bois et du réseau de chaleur jusqu'au point de livraison entrant dans l'école. Elle se charge des commandes de combustible, de la réception de la surveillance et de l'évacuation des cendres, de l'entretien et de la maintenance préventive et curative de tous les éléments de la chaufferie.

Article 3 : Obligations communales

La commune prend à sa charge l'entretien du réseau de distribution de chauffage depuis l'entrée dans les bâtiments de l'école et le bon fonctionnement de sa chaudière à fioul.

Article 4 : Prise d'effet et durée de la convention

Cette convention prend effet au 1^{er} janvier 2018 et sera renouvelable par tacite reconduction sur une durée de 3 ans.

Article 5 : modalités financières

Entre la CoVe et la commune de Caromb :

La commune s'acquittera annuellement du remboursement des charges calculées comme suit :

	Prestation	Montant dû
Plaquettes bois	<i>KWatt consommés à l'école maternelle</i>	<i>Quantité d'énergie X coût réel du kwatt</i>
Maintenance préventive	<i>Coût total du marché</i>	<i>50%</i>
Maintenance curative	<i>Coût réel sur présentation de facture</i>	<i>50%</i>

Le tarif du coût de l'énergie sera revalorisé annuellement.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Entre la commune de Caromb et la CoVe :

La CoVe s'engage à rembourser les frais engagés pour la consommation de fioul comme suit :

	<i>Prestation</i>	<i>Montant dû</i>
<i>Fioul</i>	<i>Facture totale</i>	<i>(Coût réel / par la surface totale)X surface de la crèche</i>

La commune à la livraison du combustible demandera à la CoVe de s'acquitter de sa quote part considérant la consommation au prorata de la surface chauffée.

Article 6 : résiliation de la convention

La commune et la CoVe peuvent résilier cette convention à tout moment pour manquement aux termes du partenariat ou dans le respect d'un préavis de 6 mois pour mise en place d'une nouvelle organisation. Cette dénonciation devra faire l'objet d'un courrier motivé avec accusé de réception.

Article 7 : Règlement des litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal administratif de Nîmes ou autre tribunal compétent.

Etabli en 2 exemplaires originaux

Fait à Carpentras, le

Le Président de la CoVe

Le Maire de Caromb

Guy REY

Léopold Meynaud

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°207-18

Objet : modification des tarifs du camping intercommunal « Le Brégoux »

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°207-18

Objet : modification des tarifs du camping intercommunal « Le Brégoux »

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe, modifiés le 7 octobre 2004 et comportant, à l'article A du volet 3 sur les compétences facultatives, la compétence « politique touristique et patrimoniale », précisant au point A « L'aménagement et la gestion du camping Le Brégoux »,

Considérant qu'il convient de réviser certains tarifs du camping intercommunal,

Vu l'avis de la commission tourisme et traditions, agriculture du 28 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué au tourisme et traditions,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : ADOPTE les nouveaux tarifs du camping intercommunal Le Brégoux à compter de la saison 2019

Emplacements Camping – Tarifs Journalier en euros	Basse saison 15/03-06/07 18/08-31/10	Haute Saison 07/07-17/08
Emplacement (tente, caravane, camping-car) 1 véhicule inclus – max 5 Pers	4.90	7.00
Adultes	5.10	6.90
Enfants (2-13ans)	2.80	4.30
Véhicule supplémentaire sur emplacement (1max)	4.00	5.00
Electricité (10 Amp)	4.90	5.60
Animal	2.70	4.50
Visiteur (sans accès piscine)	3.00	4.00
Gardiennage caravane	2.00	
Stationnement sur emplacement (Sauf du 01/06 au 30/09)	8.50	
Forfait 2 semaines Famille (2 Ad + 2 Enfants + Elec + Emp)		455.00
Forfait 2 Semaines Famille (2 Ad + 3 Enfants + Elec + Emp)		520.00
Gardiennage caravane (2 transferts inclus / An) – Mensuel	38.00	
Transfert supplémentaire de caravane	15.00	
Les Réductions - Sur tarif Adulte, Emplacement, Enfant	Sauf du 15/06 au 15/09 Séjour ≥ 15 Nuits	
Occupation 1 Adulte	10%	
Occupation 2 Adultes	12%	
Occupation 3 Adultes	15%	
Forfait Famille sans Electricité		-50.00
9 semaines payées sur la saison = 1 semaine offerte / Base tarif basse saison		
Forfaits très long séjours (2 Personnes, emplacement, électricité) – Haute saison incluse Limité à 10% de la capacité = 15 Emplacements		
Saison complète : 3 650		
Forfait 7 Mois : 3 490		
Forfait 6 Mois : 3 100		
Forfait 5 Mois : 2 680		

Tarifs Locatifs incluant gaz, électricité, ménage fin de séjour, 1 véhicule	Basse saison 15/03-20/04 22/09-31/10	Moyenne saison 21/04-06/07 25/08-21/09	Haute saison 07/07-24/08
Forfait semaine Montmirail, Brégoux, Dentelles, Comtat, Ventoux	360	480	790
Nuit supplémentaire (selon dispo)	55	75	--
Animal / Jour	50	50	50
Forfait 2 Semaines			1 470
Forfait 3 Semaines			2 100
Forfaits selon dispo			
2 nuits (semaine – 4 personnes maxi)	125	170	--
2 nuits (week-end – 4 personnes maxi)	160	230	--
Les Réductions			
2 ^{ème} semaine	- 70	- 80	--
3 ^{ème} semaine et plus	- 95	- 115	--
8 semaines cumulées payées (sauf du 07/07 au 24/08) = 1 semaine gratuite en basse saison			

Tarifs Divers	
Dose lessive	1.00
Machine à laver 6 kgs	4.50
Machine à laver 10 kgs	7.00
Sèche-linge	2.00
Boissons sans alcool	1.70
Bières	1.80
Eau minérale 1.5L	1.20
Eau minérale 0.5L	0.50
Vins IGP/VDF	6.50
Vins AOC Ventoux	8.50
Vins AOC CDR	9.50
Les magnums & similaires	2.50
Les cônes & similaires	2.00
Les sorbets & similaires	1.30
Location frigo sur emplacement / Jour – Minimum 7 jours	4.50
Location coffre-fort / Jour	3.00
Prise adaptateur Euro	20.00
Timbre France par 5	8.00
Timbre Monde par 5	9.50
Carte postale (petit format)	0.60
Carte postale (grand format)	0.80

Transmis en Préfecture le : 13 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus
Publication par affichage le : 13 DEC 2018 Pour extrait certifié conforme
Exécutoire le : Le Président,

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°208-18

Objet : Compensation financière de la CoVe à la SPL Ventoux Provence pour l'office de tourisme intercommunal en 2019

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°208-18

Objet : Compensation financière de la CoVe à la SPL Ventoux Provence pour l'office de tourisme intercommunal en 2019

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière de promotion touristique,

Vu la délibération n°111-17 du 19 juin 2017, approuvant la convention d'objectifs avec la SPL Ventoux Provence, gestionnaire de l'office de tourisme intercommunal,

Vu le bilan et le programme d'actions présentés par la SPL Ventoux Provence,

Considérant qu'il convient, conformément à la convention précitée, de compenser les obligations de service public confiées par la CoVe à la SPL Ventoux Provence pour l'animation et le fonctionnement de l'office de tourisme intercommunal,

Vu l'avis de la commission tourisme et traditions, agriculture du 28 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué au tourisme et aux traditions,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le versement d'une subvention de 925 500€ à la SPL Ventoux Provence au titre de l'année 2019 pour l'office de tourisme intercommunal.

Article 2 : D'AUTORISER le Président tous actes à cet effet.

Article 3 : DE PRÉCISER que la dépense correspondante sera imputée sur le budget TOU-6574-950

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD- Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°209-18

Objet : modification du tableau des effectifs

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°209-18

Objet : modification du tableau des effectifs

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2017-901 du 9 mai 2017 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs,

Vu le décret n°2017-1736 du 21 décembre 2017 portant report de la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions statutaires relatives à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations et applicables aux fonctionnaires de l'Etat, aux fonctionnaires territoriaux et aux fonctionnaires hospitaliers,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°144-13 du 4 novembre 2013 portant dispositif indemnitaire, ainsi que son avenant n°206/14 du 13 octobre 2014,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°203-17 du 11 décembre 2017 portant création au tableau des effectifs d'un emploi de catégorie A affecté aux fonctions de «responsable transports publics et mobilités» et autorisant, pour pourvoir cet emploi, le recours à un contrat pris sur le fondement du 2° de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, ce pour une durée maximale de trois ans,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°203-17 du 11 décembre 2017 portant création au tableau des effectifs de 2 emplois de catégorie B affectés aux fonctions de «référents de parcours» et autorisant, pour pourvoir ces emplois le recours à des contrats pris sur le fondement du 1° de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, ce pour une durée maximale de trois ans,

Considérant que pour nommer des agents proposés à l'avancement de grade ou à la promotion interne il est opportun de créer les postes d'avancement correspondants, soit : 2 postes d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, 2 postes d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, 1 poste d'attaché principal, 8 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe dont 3 à temps non complet (1 à 32 heures, 1 à 30 heures, 1 à 26,83 heures), 4 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, 1 poste d'agent de maîtrise principal, 1 poste de technicien principal de 2^{ème} classe, 1 poste d'adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe, 1 poste d'ETAPS principal de 1^{ère} classe, 1 poste d'infirmier en soins généraux de classe supérieure, 4 postes d'auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe,

Considérant que pour procéder à la nomination d'agents ayant réussi un concours, il convient de créer 3 postes d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe dont 1 à temps non complet (28 heures) et 1 poste de technicien,

Considérant que pour répondre aux besoins du service, il convient de créer un emploi d'adjoint technique territorial à temps non complet (32 heures),

Considérant qu'il convient de pourvoir l'emploi de coordonnateur des actions intercommunales de lecture publique,

Considérant les besoins du service et la nature des fonctions, il est incertain que cet emploi, relevant de la catégorie A, puisse être pourvu par un fonctionnaire ; qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2° de l'article 3-3 de la loi 84-53, pour une durée maximale de 3 ans,

Considérant que les emplois de «référénts de parcours» ont été pourvus par des agents contractuels recrutés sur le fondement du 1° de l'article 3-3 de la loi 84-53, pour une durée d'un an,

Considérant que les besoins du service et le cadre juridique relatif ces emplois restent inchangés ; il est donc nécessaire de renouveler l'autorisation de recourir à des contrats pris sur le fondement du 1° de l'article 3-3 de la loi 84-53,

Considérant que la rémunération des emplois de «référénts de parcours» a été fixée par référence aux grilles indiciaires du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs,

Considérant que, à compter du 1^{er} février 2019, les assistants socio-éducatifs constitueront un cadre d'emplois relevant de la catégorie A, il conviendra à cette date de considérer que les emplois de «référénts de parcours» relèveront de la catégorie A,

Considérant le recrutement de deux acheteurs publics actuellement en cours,

Considérant les besoins du service, la nature des fonctions et les difficultés de recrutement rencontrées, il est incertain que ces emplois, relevant de la catégorie A, puissent être pourvus par des fonctionnaires ; en conséquence, il convient d'autoriser le recours à deux contrats pris sur le fondement du 2° de de l'article 3-3 de la loi 84-53, pour une durée maximale de 3 ans,

Considérant que l'emploi de «responsable transports publics et mobilité» a été pourvu par un agent contractuel recruté sur le fondement du 2° de l'article 3-3 de la loi 84-53, pour une durée d'un an,

Considérant que les besoins du service et le cadre juridique relatif à cet emploi restent inchangés ; il est donc nécessaire de renouveler l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2° de l'article 3-3 de la loi 84-53, pour une durée maximale de 3 ans,

Considérant que l'absence d'agents, pour des motifs autres que ceux expressément prévus par l'article 3-1 de la loi 84-53, compromet la continuité du service à l'échelle de la collectivité ; qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à des agents non titulaires pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant que, suite à des départs à la retraite ou changements d'affectation d'agents, des postes peuvent rester temporairement vacants dans l'attente du recrutement de fonctionnaires ; que cette situation compromet la continuité du service ; qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à des agents non titulaires pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant qu'il est opportun pour faire face à des besoins ponctuels pouvant survenir au sein des services au cours de l'année 2019, sans qu'il soit possible de les anticiper, d'autoriser le recours à des emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à 70 contrats pour accroissement temporaire d'activité (47 catégorie C, 5 catégories C ou B, 9 catégorie B, 3 catégories B ou A, 1 catégorie A et 5 C, B ou A),

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à un emploi administratif non permanent pour faire face, durant deux mois, à l'accroissement saisonnier de l'activité du service culture et patrimoine, lié à l'organisation de la manifestation culturelle «Visites en scène»,

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à un emploi administratif non permanent pour faire face, durant une période maximale de quatre mois, à l'accroissement saisonnier de l'activité du marché-gare,

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel, au sein du service exploitation - collecte des déchets, à trois emplois non permanents, durant une période maximale de 6 mois, pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité lié à la période touristique,

Considérant qu'afin de poursuivre l'engagement en faveur de l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, il est opportun de recourir à cinq contrats de droit privé (CUI-CAE),

Considérant qu'il est nécessaire de renouveler, pour l'année 2019, l'autorisation de recourir à des emplois de vacataires, pour faire face à des besoins ponctuels, sans caractère de continuité,

Décide

Article 1 : DE CREER les emplois suivants :

- 1 poste d'adjoint technique territorial à temps non complet (32 heures)
- 5 postes d'adjoint administratif principal de 2ème classe dont 1 à temps non complet (28 heures hebdomadaires)
- 2 postes d'adjoint administratif principal de 1ère classe
- 1 poste d'attaché principal
- 8 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe dont 3 à temps non complet (1 à 32 heures, 1 à 30 heures, 1 à 26,83 heures)
- 4 postes d'adjoint technique principal de 1ère classe
- 1 poste d'agent de maîtrise principal
- 1 poste de technicien
- 1 poste de technicien principal de 2ème classe
- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe
- 1 poste d'ETAPS principal de 1ère classe
- 1 poste d'infirmier en soin généraux de classe supérieure
- 4 postes d'auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe.

Article 2: DE CREER, un emploi de «coordonnateur des actions intercommunales de lecture publique» relevant de la catégorie A.

Article 2-1 : D'AUTORISER, pour pourvoir cet emploi, le recours à un contrat pris sur le fondement du 2° de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, d'une durée maximale de trois ans.

Article 2-2 : DE FIXER la rémunération par référence à la grille indiciaire des bibliothécaires, l'intéressé pouvant bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ses grades et fonctions.

Article 3 : D'AUTORISER, pour pourvoir les emplois de «référénts de parcours», le recours à deux contrats, relevant de la catégorie B, pris sur le fondement du 1° de l'article 3-3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Article 3-1 : DE FIXER le montant de la rémunération dans le cadre des grilles indiciaires du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs, les intéressés pouvant bénéficier du régime indemnitaire correspondant à leurs grades et fonctions.

Article 3-2 : DE CONSIDERER qu'à compter du 1^{er} février 2019, ces emplois relèveront de la catégorie A.

Article 4 : D'AUTORISER, pour pourvoir l'emploi de «responsable transports publics et mobilités», le recours à un contrat, relevant de la catégorie A, pris sur le fondement du 2° de l'article 3-3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, pour une durée maximale de 3 ans.

Article 4-1 : DE FIXER le montant de la rémunération par référence à la grille indiciaires des ingénieurs, l'intéressé pouvant bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ses grades et fonctions.

Article 5: DE CREER, deux emplois d'«acheteurs publics» relevant de la catégorie A.

Article 5-1 : D'AUTORISER, pour pourvoir ces emplois, le recours à des contrats pris sur le fondement du 2° de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, d'une durée maximale de trois ans.

Article 5-2 : DE FIXER la rémunération par référence à la grille indiciaire des attachés, les intéressés pouvant bénéficier du régime indemnitaire correspondant à leurs grades et fonctions.

Article 6 : D'AUTORISER, pour l'année 2019, le recours à soixante et dix contrats, conclus sur le fondement du 1° de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, pour une durée maximale de 12 mois, (47 relevant de la catégorie C, 5 relevant des catégories C ou B, 9 relevant de la catégorie B, 3 relevant des catégories B ou A, 1 catégorie relevant de la A et 5 relevant des catégories C, B ou A).

Article 7 : D'AUTORISER le recours, au sein du service culture et patrimoine, à un contrat d'adjoint administratif, conclu sur le fondement du 2° de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Article 8 : D'AUTORISER le recours, au sein du service développement économique, à un contrat d'adjoint administratif, conclu sur le fondement du 2° de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Article 9 : D'AUTORISER le recours, au sein du service exploitation - collectes des déchets, à trois contrats relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques, conclus sur le fondement du 2° de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Article 10 : D'AUTORISER, le recours à cinq contrats à durée déterminée de droit privé (CUI -C.A.E).

Article 10-1 : DE FIXER la rémunération au niveau du SMIC.

Article 10-2 : D'AUTORISER le Président de la CoVe à signer les conventions, documents d'engagement et de suivi, ainsi que les demandes d'aide financière relatives à ces cinq contrats.

Article 11 : D'AUTORISER le recours à des emplois vacataires :

- 13 médiateurs du patrimoine pour le service culture et patrimoine, payés 20,68 € bruts de l'heure,
- 3 éducateurs sportifs pour le service actions éducatives, payés 15 € bruts de l'heure,
- 4 pigistes au service communication et événementiel, payés 10 € bruts de l'heure,
- 3 médecins pour les structures multi-accueil, rémunérés 50 € bruts de l'heure,
- 1 infirmier vacataire pour les structures multi-accueil, rémunéré 20 € bruts de l'heure,
- 5 tuteurs pour le programme de réussite éducative, rémunérés 19,50 € de l'heure,
- 1 animateur pour le programme de réussite éducative, rémunérés 15,81 € de l'heure,
- 1 interprète pour le programme de réussite éducative, rémunérés 32,74 € de l'heure,
- 3 professionnels du soin (psychomotricien, orthophoniste, psychologue,...) pour le programme de réussite éducative, rémunérés 34,90 € de l'heure,
- 1 médecin pour le programme de réussite éducative, rémunéré 40,00 € de l'heure,
- 1 vacataire auxiliaire de vie professionnelle rémunéré 17,25 € bruts par heure, qui assiste ponctuellement l'un de nos agents porteur d'un handicap. Cet emploi pourra donner lieu à un remboursement partiel du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°210-18

Objet : Solidarité avec les territoires de l'Aude sinistrés par les inondations d'octobre

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°210-18

Objet : Solidarité avec les territoires de l'Aude sinistrés par les inondations d'octobre

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.1115-1 alinéa 2 ainsi libellé : « en outre, si l'urgence le justifie, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre en œuvre ou financer des actions à caractère humanitaire »,

Considérant que les inondations survenues au mois d'octobre dans le département de l'Aude, notamment sur le territoire de la communauté d'agglomération du Grand Narbonne, ont occasionné la mise en œuvre de moyens matériels, humains et financiers par les collectivités touchées,

Considérant que les communes de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin avaient reçu des aides précieuses lorsqu'elle fut victime des crues tragiques de 1992,

Considérant que la CoVe souhaite à son tour manifester sa solidarité et son soutien aux victimes du mois d'octobre 2018,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'OCTROYER une aide exceptionnelle d'un montant de 5 000 € (cinq mille euros) à la communauté d'agglomération du Grand Narbonne.

Transmis en Préfecture le :

13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

13 DEC 2018

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :

13 DEC 2018

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SÔARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°211-18

Objet : Modification de la grille tarifaire des transports

Conseil communautaire du 10 décembre 2018
Délibération n°211-18
Objet : Modification de la grille tarifaire des transports

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de transports publics, de développement économique et de promotion du tourisme,

Vu le contrat de délégation du service public de transport public de voyageurs, incluant une offre de navette desservant le Mont Serein,

Considérant la proposition d'optimisation de l'offre, par la mise en service de la navette pendant les congés scolaires d'hiver de la zone B, indépendamment de l'enneigement de la station, et moyennant un système de réservation,

Considérant la proposition de tarification de ce service à 5€ l'aller-retour, éventuels frais de réservation mis en place par le transporteur en sus,

Entendu le rapport du vice-président délégué aux transports,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'APPROUVER la modification de la grille tarifaire telle qu'annexée à la présente délibération qui rentrera en application au 1^{er} janvier 2019

Transmis en Préfecture le : 9 DEC 2018

Publication par affichage le : 9 DEC 2018

Exécutoire le : 9 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,


Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 19/12/2018

Modification de la grille tarifaire du réseau Trans'CoVe

RESEAU DE TRANSPORT PUBLIC TRANS'COVE
Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin
 1171 avenue du Mont Ventoux
 B.P. 84 – 84203 CARPENTRAS CEDEX
 Service Transport : 04.90.67.69.33.
www.lacove.fr

GRILLE TARIFAIRE EN VIGUEUR au 1^{er} septembre 2018
 TRANSPORT URBAIN – PERI-URBAIN – TRANSPORT A LA DEMANDE

Titres de transport	Coût	Offre de transport
Carte Sénior	Gratuit	À condition d'avoir plus de 62 ans et d'être non imposable, valable du 1 ^{er} janvier au 31 décembre, libre circulation sur l'ensemble du réseau, délivré uniquement au point info transport.
Ticket enfant	Gratuit	À condition d'avoir moins de 5 ans et d'être accompagné d'une personne ayant un titre de transport.
Ticket unité	1 €	Tout public, valable 1h00 sur l'ensemble du réseau sauf TAD, aller/retour interdit, achat uniquement dans les véhicules.
Carnet de 10 tickets	8 €	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, aller/retour interdit, achat au point info transport ou chez les dépositaires.
Ticket TAD	4 €	Valable uniquement pour le TAD, correspondance interdite, achat uniquement dans le véhicule.
Abonnement mensuel tout public	22 €	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois, achat au point info transport ou chez les dépositaires.
Abonnement mensuel jeune – de 26 ans en formation.	18 €	À condition d'être scolarisé, étudiant ou en formation et d'avoir moins de 26 ans, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour, achat au point info transport ou chez les dépositaires.
Abonnement annuel tout public	150 €	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation pendant un an après l'émission de la carte, achat au point info transport.
Abonnement annuel jeune – 26 ans	120 €	Avoir moins de 26 ans et poursuivre une formation, libre circulation sauf TAD pendant un an après l'émission de la carte, achat au point info transport.

Abonnement annuel scolaire	110 €	À condition d'être scolarisé sur le territoire de la CoVe, valable une année scolaire, libre circulation sur tout le réseau sauf TAD pendant la période scolaire, achat au point info transport
Abonnement annuel école primaire	Gratuit	À condition d'être scolarisé dans une des écoles des villages suivant : Bédoin, Modène, Saint-Pierre, Le Barroux et Suzette, valable une année scolaire, circulation limité aux dessertes de l'école pendant la période scolaire, délivrance au point info transport
Abonnements mensuels Transcove + TransVaucluse ***		
Mensuel tout public /zone 1	47,5€	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois sur le réseau Trans'Cove et un trajet sur TransVaucluse de la zone1, achat au point info transport.
Mensuel jeune – de 26 ans /zone1	36 €	Jeune – de 26 ans en Formation valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois sur le réseau Trans'Cove et sur un trajet Transvaucluse de la zone 1, achat au point info transport.
Mensuel tout public/zone2	56 €	Tout public valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois sur le réseau Trans'Cove et un trajet sur TransVaucluse de la zone 2, achat au point info transport.
Mensuel jeune – de 26 ans /zone2	44 €	Jeune – de 26 ans en Formation valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois sur le réseau Trans'Cove et un trajet sur TransVaucluse de la zone 2, achat au point info transport.
Abonnements annuels Transcove + TransVaucluse ***		
Annuel tout public /zone 1	372 €	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation pendant un an après l'émission de la carte sur le réseau Trans'Cove et sur un trajet de Transvaucluse de la zone1, achat au point info transport.
Annuel jeune – 26 ans /zone1	222,5€	Jeune – de 26 ans en Formation valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation pendant un an après l'émission de la carte sur le réseau TransCove et sur un trajet TransVaucluse de la zone1, achat au point info transport.
Annuel tout public/zone2	456 €	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation pendant un an après l'émission de la carte sur le réseau Trans'Cove et sur un trajet Transvaucluse de

		la zone 2, achat au point info transport.
Annuel jeune – 26 ans /zone2	264 €	Jeune – de 26 ans en Formation valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation sur le réseau Trans'Cove et sur un trajet Transvacluse de la zone 2, à condition d'être scolarisé ou en formation, achat au point info transport.
Abonnement mensuel et annuel TER+ Transcove ***		
Abonnement mensuel tout public combiné TER+	Abonnement mensuel * ZOU + 16 €	Pour les détenteurs d'un abonnement mensuel de travail Zou une réduction sur l'abonnement mensuel tout public du réseau Trans'Cove est consentie, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois, achat unique auprès d'un guichet SNCF
Abonnement Annuel tout public combiné	Abonnement annuel ** ZOU + 110 €	Pour les détenteurs d'un abonnement annuel de travail Zou une réduction sur l'abonnement annuel tout public du réseau Trans'Cove est consentie, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois du premier mois au dernier jour du douzième mois, achat unique auprès d'un guichet SNCF
Desserte spécifique du Mont Ventoux		
Titre unitaire pour desserte du Mont Ventoux Aller / Retour	5€	Réservation obligatoire. Ce prix s'entend hors frais de réservation.

*** Les titres intermodaux donnent droit à la correspondance, sans coût supplémentaire, entre les réseaux urbain et interurbain. Leurs détenteurs peuvent évoluer de façon illimitée sur l'ensemble des lignes Trans'CoVe et sur le trajet de leur choix sur une ligne TransVaucluse ou une ligne TER PACA.

Gratuité du transport :

Les abonnements annuels "scolaires" seront délivrés gratuitement aux familles éligibles au RSA Socle, Majoré, Activité, sur justificatifs. Les familles disposant de faibles revenus qui remplissent les conditions de ressources édictées par la CoVe peuvent retirer un dossier à l'accueil de la CoVe pour pouvoir bénéficier d'un remboursement à postériori.

Les enfants de moins de 5 ans voyagent gratuitement lorsqu'ils sont accompagnés d'un adulte s'étant acquitté de son titre de transport.

CONDITIONS D'UTILISATION

TITRES A OBLITERER / RESEAU URBAIN & PERIURBAIN : billet à l'unité (ou vendu par carnets de 10)

- **Correspondance gratuite** accordée pendant une heure, de la 1^{ère} oblitération jusqu'à la fin du deuxième voyage, sur tous les services de la CoVe, pour finaliser son trajet (hors T.A.D.).

N.B. : Aller-retour sur une même ligne, non autorisé avec le même ticket.

TITRES À VUE :

- **Abonnement mensuel tout public:** abonnement calendaire, libre circulation (hors TAD).
- **Abonnement annuel scolaire:** (Tarif au prorata temporis si arrivée en cours d'année).
- **Abonnement annuel tout public et jeune – de 26 ans en Formation :** abonnement calendaire, libre circulation (hors TAD).

TRANSPORT A LA DEMANDE : Billet à l'unité uniquement

- La réservation doit être faite par téléphone auprès du transporteur au 0800881523, avant 18 h 30 la veille pour le lendemain, ou minimum 4 heures avant la course le jour même. Service ne fonctionnant pas les Dimanches ni les jours fériés. – Se présenter au rendez-vous à l'heure et à l'arrêt convenus avec le transporteur.

L'usage mensuel est limité à 12 trajets par personnes.

L'annulation d'un trajet est possible, au minimum 4h avant la course. En cas de non présence au rendez-vous sans avoir au préalable annulé, le client pourra être radié temporairement du service (3 mois) après 2 absences en 3 mois.

CONDITIONS D'EMISION DE NOUVELLE CARTE

Les cartes d'abonnement ainsi que les coupons détériorés ou perdus, seront renouvelés sur demande de l'usager contre paiement de la somme de 10€. (Concernant les duplicatas des abonnements combinés TER + CoVe, l'usager doit s'adresser au guichet de la SNCF.